

OUTILS OPÉRATIONNELS POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES, DES FILLES ET DES FILlettes:

MANUEL POUR L'ANALYSE DE GENRE



Rédaction:

Cette publication a été rédigée par l'Agence italienne de coopération au développement, Sous-Direction technique en collaboration avec le siège de l'AICS de Dakar.

Coordination rédaction:

Marta Collu

Rédaction:

Livia Canepa, Marta Collu, Eugenia Pisani

Remerciements pour la collaboration:

Nous tenons à remercier le Directeur adjoint technique Leonardo Carmenati et le Directeur du Siège de l'AICS de Dakar, Marco Falcone, pour leur soutien à la rédaction du texte. Nous remercions également tous les bureaux de la Sous-Direction technique et les bureaux étrangers de l'Agence pour l'envoi de suggestions et/ou de contributions rédactionnelles et, en particulier, Alessio Agoletti, Valentina Baraldi, Silvia Bergamasco, Miriam Bulbarelli, Valeria Buoninfante, Jessica Congionti, Alessandro Credazzi Salvi, Luca De Paoli, Elena Di Dio, Anna Paola Favero, Romina Fraboni, Faben Getachew, Roberto Gotti, Elena Gromme, Aurora Leo, Mina Lomuscio, Stefano Marmorato, Costanza Matafu, Francesco Saverio Mele, Simona Minchietti, Lorenzo Orioli, Marina Palombaro, Tiziana Pellicciotti, Chiara Picchio, Ilaria Picilli, Ayme Plasencia, Donatella Procesi, Elena Saccà, Teresa Savanella, Paolo Enrico Sertoli, Mirko Tricoli.

Nous tenons également à remercier le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et, plus particulièrement, la Conseillère de Légation Beatrice Vecchioni, pour leur coopération.

Année de publication: 2023



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	pag 2
1. POURQUOI INTÉGRER L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS TOUTES LES ACTIONS DE L'AICS	pag 4
2. LE MANUEL POUR L'ANALYSE DE GENRE	pag 6
2.1. Objectif du manuel	pag 6
2.2. Destinataires du manuel	pag 7
3. L'ANALYSE DE GENRE	pag 8
3.1. Qu'est-ce qu'une analyse de genre?	pag 8
3.2. Pourquoi l'analyse de genre est-elle importante?	pag 9
3.3. Qui effectue une analyse de genre?	pag 10
3.4. Quand effectuer une analyse de genre?	pag 10
3.5. Comment l'analyse de genre est-elle effectuée?	pag 11
3.5.1. Collecte des données	pag 13
3.5.2. Analyse générale du problème	pag 16
4. SUIVI DE L'ANALYSE: INFORMER LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LES PROJETS	pag 20
BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE:	pag 22
ANNEXE 1. CONTINUUM DE L'ÉGALITÉ DE GENRE	pag 24
ANNEXE 2. OBJECTIFS ET INDICATEURS	pag 27
ANNEXE 3. EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ANALYSE DE GENRE	pag 56
ANNEXE 4. OUTILS POUR LA COLLECTE DE DONNÉES POUR L'ANALYSE DE GENRE	pag 58

AVANT-PROPOS



J'ai le plaisir de vous présenter le résultat tangible de l'engagement continu de l'Agence italienne de Coopération au développement en faveur de l'égalité de genre, conformément aux engagements pris dans les "Lignes directrices pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes" (CICS 2021).

Le "Manuel d'analyse de genre" est en fait l'un des outils opérationnels que la Sous-Direction Technique (SDT) de l'AICS désire développer dans le but de promouvoir la connaissance et la compétence en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes et de favoriser l'intégration de la dimension de genre dans toutes les initiatives de coopération au développement et d'aide humanitaire. La Sous-Direction Technique a déjà développé un premier outil opérationnel, le "Glossaire de genre", dans le but de promouvoir une connaissance adéquate des termes liés à l'égalité de genre, de la part de l'ensemble du personnel de l'Agence et des organismes qui mettent en œuvre les initiatives financées par l'Agence.

Le manuel est le fruit d'un travail d'équipe de l'Agence, coordonné pour la Sous-Direction Technique par le Point focal pour l'Egalité de Genre et l'Autonomisation des femmes, des filles et des fillettes, qui a vu l'implication active des Bureaux Étrangers – en particulier, le Siège de l'AICS de Dakar –, des Bureaux Thématiques, de l'Unité Statistique, de l'Unité Urgence, des Etats Fragiles et du Groupe de la Sous-Direction Technique (SDT). Le texte a également été partagé avec la Direction Générale de la Coopération au Développement du ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, avec laquelle la Sous-Direction Technique collabore profitablement sur le sujet.

Le manuel est destiné à aider les opérateurs impliqués dans la définition de politiques, de programmes et de projets – à un niveau local, national et international – en fournissant une méthodologie pour le développement d'analyses de genre adaptées à la promotion d'une approche sensible au genre, réactive ou transformatrice.

La systématisation des analyses de genre dans la programmation et la conception de l'Agence est une étape clé pour assurer l'intégration de la dimension de genre et garantir une approche multidimensionnelle et intersectionnelle de l'autonomisation des femmes.

Il ne s'agit pas d'un simple document théorique, car outre les principes directeurs, il indique des délais, des méthodes et des outils concrets pour l'identification correcte des différences dans les rôles de genre, les activités, les besoins, les opportunités et les droits qui influencent la vie des hommes et des femmes dans une zone politique, une situation et un contexte définis.

Le débat sur l'égalité de genre est plus que jamais d'actualité et les impacts disproportionnés que la pandémie de COVID-19 a eus sur les femmes, les filles et les fillettes nous ont démontré – une fois de plus – à quel point il est important de placer les droits des femmes au centre de l'action de coopération au développement et d'aide humanitaire, comme le prévoit, entre autres, la loi 125/2014.

Personnellement, j'espère donc que ce manuel sera le point de départ d'une nouvelle réflexion sur le rôle que les femmes peuvent et doivent jouer dans la coopération au développement et dans l'aide humanitaire, non seulement en tant que bénéficiaires de projets, de programmes et de politiques, mais aussi et surtout en tant qu'actrices et responsables du changement.

*Leonardo Carmenati
Directeur adjoint technique de l'AICS*

POURQUOI INTÉGRER L'ÉGALITÉ DE GENRE DANS TOUTES LES ACTIONS DE L'AICS

Conformément aux indications de la loi 125/2014 art. 1, paragraphe 2, qui place l'égalité de genre parmi les objectifs fondamentaux de la coopération italienne au développement, le Documento Triennale di Programmazione e Indirizzo 2021-2023 (document de programmation et d'orientation triennal) de la coopération italienne confirme l'égalité de genre parmi les priorités de la coopération italienne au développement. **L'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes (Gender Equality and Women's Empowerment - GEWE)** joue donc un rôle central dans l'action de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS), qui devra tenir compte du déséquilibre existant entre les sexes, aggravé par la pandémie, en insistant sur l'éducation, la formation, l'inclusion financière et numérique des femmes¹.

En effet, la pandémie mondiale de COVID-19 a ralenti les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030. Les inégalités préexistantes dont souffraient déjà les femmes et les filles ont été exacerbées dans tous les secteurs (santé, économie, sécurité et protection sociale), en entraînant une augmentation du travail de soins non rémunéré, des taux de chômage des femmes et de la violence à l'égard des femmes, des filles et des fillettes, ainsi qu'une régression de l'accès à l'éducation².

Les Lignes directrices sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes 2020-2024 (ci-après Lignes Directrices GEWE), adoptées par l'Agence avec décision de la part du Directeur de l'AICS n° 309 du 16/12/2020 et approuvées le 15 octobre 2021 par le Comité interministériel pour la coopération au développement "Comitato Interministeriale per la Cooperazione allo Sviluppo (CICS)", définissent les principes et les engagements de l'action de l'AICS dans le secteur.

Ces Lignes directrices engagent l'Agence à garantir que l'intégration de la dimension de genre soit dûment prise en considération dans **chaque initiative de coopération** mise en œuvre par les acteurs du système italien (Sistema Italia), par le biais d'un soutien technique et en favorisant l'utilisation d'une approche multidimensionnelle et intersectionnelle de l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes³.

¹ "Documento triennale di programmazione e di indirizzo 2021 – 2023", 2021, page 15, <https://www.esteri.it/wp-content/uploads/2021/11/Schema-di-Documento-triennale-2021-2023.pdf>

² "The Sustainable Development Goals Report", 2022, page 36 et 37, <https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/>

³ "Lignes directrices sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes (2020/2024),



En outre, ces Lignes directrices envisagent l'**application systématique** du *Gender Policy Marker* de l'OCSE DAC⁴ dans la programmation et l'évaluation des programmes indicatifs pluriannuels (PIP) et des initiatives spécifiques – à partir de 2020. Le *Gender Policy Marker* de l'OCSE DAC est un outil utilisé pour mesurer l'affectation des ressources destinées à la promotion de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes dans chaque initiative de coopération au développement, au moyen d'un système de notation à trois niveaux: G2 (principal); G1 (important); GO (non ciblé).

Encadré 1: *Gender Policy Marker*

- **G2 - principal (principal):** l'égalité de genre est l'objectif principal du programme/projet et est fondamentale pour sa conception et les résultats attendus. Le programme/projet n'aurait pas été entrepris sans cet objectif d'égalité des sexes. Répondez affirmativement à la question suivante: l'égalité de genre est-elle l'**objectif principal** du programme/projet et occupe-t-elle **une place centrale** dans la conception des résultats?
- **G1 - significant (important):** l'égalité de genre est un objectif important et intentionnel, mais il ne s'agit pas la raison principale à l'origine du programme/projet. Répondez affirmativement à la question suivante : l'égalité de genre **N'est PAS l'objectif principal** du programme/projet, **mais constitue-t-elle au moins l'un des objectifs/résultats?**
- **GO - not targeted (non ciblé):** le projet/programme a été analysé par rapport au marqueur, mais aucun objectif n'a été relevé en matière d'égalité de genre. Répondez affirmativement à la question suivante: le projet/programme contient-il **une analyse de genre**, mais ne comprend **pas d'objectifs** en matière d'égalité de genre?

Ce système prévoit que – également pour le Marqueur GO (non ciblé) – tous les projets doivent obligatoirement inclure une analyse de genre afin de vérifier si le projet ne porte pas atteinte à la communauté locale – conformément au principe "do no harm"⁵ "e pas nuire"n – et qu'il ne renforce pas les inégalités de genre.

Par conséquent, les Lignes directrices prévoient spécifiquement que l'Agence développe des outils pour garantir que chaque initiative bilatérale, multi-bilatérale et multilatérale applique le *Gender Policy Marker* et contienne une analyse de genre⁶, ainsi que l'inclusion d'une analyse de genre spécifique dans chaque programme-pays⁷.

POURQUOI INTÉGRER L'ÉGALITÉ DE GENRE
DANS TOUTES LES ACTIONS DE L'AICS

2021, page 20, paragraphe 87,

https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2023/09/IMPAGINATO_LG_GENDER_ENG.pdf

⁴ Pour plus d'informations: <https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>

⁵ Une approche "qui ne nuit pas" (do no harm approach) en matière d'égalité de genre exige que les projets comprennent une analyse des risques potentiels de perpétuation ou de renforcement involontaire des inégalités entre les femmes et les hommes dans le contexte de l'intervention, ainsi qu'un système de suivi des risques et des éventuelles actions correctives si nécessaire.. <https://www.oecd.org/dac/gender-development/Minimum-recommended-criteria-for-DAC-gender-marker.pdf> <https://www.oecd.org/dac/gender-development/Minimum-recommended-criteria-for-DAC-gender-marker.pdf>

⁶ "Lignes directrices sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes (2020/2024), 2021, page 21, paragraphe 93..

⁷ Ibidem, page 20, paragraphe 90.

LE MANUEL POUR L'ANALYSE DE GENRE

2.1. OBJECTIF DU MANUEL

Afin de mettre en œuvre les engagements pris dans les Lignes directrices GEWE, l'Agence a mis en route la réalisation d'une série d'outils opérationnels visant à renforcer les compétences techniques pour la promotion de l'égalité de genre et *l'autonomisation* des femmes, des filles et des fillettes et promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans toutes ses actions.

Le Manuel pour l'analyse de genre est l'un de ces outils et a été élaboré pour fournir une **méthodologie standardisée et cohérente** pour l'élaboration de l'analyse de genre, utile pour assurer une **approche sensible au genre** dans les programmes - Pays et dans toutes les initiatives de coopération au développement, y compris – là où cela est possible – les initiatives d'aide humanitaire, entreprises directement par l'AICS et par des sujets qui réalisent les interventions de coopération financées et/ou cofinancées par l'Agence.

Encadré 2 : Intégration de la dimension de genre

L'intégration de la dimension de genre garantit que les politiques et les programmes maximisent le potentiel de tous en valorisant les différences : femmes et hommes, filles/fillettes et garçons/garçonnets, dans toute leur diversité. L'objectif est de redistribuer le pouvoir, l'influence et les ressources de manière juste et équitable en fonction du genre, en luttant contre les inégalités, en promouvant l'équité et en créant des opportunités. Il s'agit d'une approche garantissant que les différences entre les conditions, les situations, les intérêts stratégiques et les besoins pratiques des femmes et des hommes, dans toute leur diversité, fassent partie intégrante de la planification, de l'identification, de la conception, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation de toutes les politiques, de tous les programmes et de tous les projets dans tous les domaines politiques, économiques et sociaux. L'intégration de la dimension de genre facilite la transformation des relations, des institutions et des systèmes de sorte que l'inégalité et la discrimination de genre ne soient pas renforcées ou perpétuées. L'objectif ultime est de parvenir à l'égalité entre les hommes et les femmes. L'intégration de la dimension de genre est une stratégie complémentaire qui ne remplace pas les politiques, les programmes et les projets axés sur le genre et les femmes, la législation sur l'égalité de genre, les mécanismes institutionnels pour l'égalité de genre et les interventions spécifiques visant à combler le fossé entre les hommes et les femmes. L'intégration de la dimension de genre peut révéler la nécessité de modifier les objectifs, les stratégies et les actions pour faire en sorte que les femmes et les hommes, dans toute leur diversité, puissent influencer les processus de développement, y participer et en bénéficier de manière égale. Elle nécessite de changements au niveau de la culture et des méthodes de travail des institutions afin de créer des environnements propices à la promotion de l'égalité de genre. Source: AICS - Outils opérationnels pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes : Glossaire de genre (2022)



2.2. DESTINATAIRES DU MANUEL

Le manuel a été rédigé pour renforcer les capacités du personnel de l'AICS en Italie et dans les bureaux à l'étranger, ainsi que des sujets identifiés au chapitre VI de la loi 125/2014⁸, qui mettent en œuvre des interventions de coopération, qu'elles soient financées et/ou cofinancées par l'Agence ou non. Nous espérons que ce document pourra être utilisé par toutes les personnes intéressées, en particulier, celles impliquées à divers titres dans la coopération au développement, y compris la population bénéficiaire, les parties prenantes et les partenaires.

Le manuel servira d'**outil de support technique** pour favoriser l'intégration de la dimension de genre dans toutes les initiatives de coopération mises en œuvre par les acteurs du système italien et pour promouvoir l'utilisation d'une approche multidimensionnelle et intersectionnelle⁹ à l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes, grâce à la mise en œuvre systématique des analyses de genre.

⁸ Loi 125/2014, article 23 : "Les sujets du système de coopération au développement sont : a) les administrations de l'Etat, les universités et les organismes publics ; b) les régions, les provinces autonomes de Trente et de Bolzano et les collectivités locales ; c) les organisations de la société civile et les autres associations à but non lucratif visées à l'article 26 ; d) les associations à but lucratif, si elles agissent de manière conforme aux principes de la présente loi, adhèrent aux normes communément adoptées en matière de responsabilité sociale et de clauses environnementales et respectent les normes en matière de droits de l'homme pour les investissements internationaux".

⁹ Pour le concept d'intersectionnalité, voir page 23.

L'ANALYSE DE GENRE

5

3.1. QU'EST-CE QU'UNE ANALYSE DE GENRE?

Les différences entre les sexes varient considérablement d'une culture à l'autre, sont dynamiques et évoluent dans le temps et dans l'espace. L'analyse de genre est un **outil** fondamental pour créer et mettre en œuvre des initiatives efficaces de coopération au développement, **visant à étudier les différences** dans les rôles de genre, les activités, les besoins, les opportunités et les droits des hommes et des femmes qui influencent leur vie dans une zone politique, une situation ou un contexte définis¹⁰. Ce type d'analyse examine les relations entre les femmes et les hommes, les contraintes auxquelles ils sont confrontés les uns par rapport aux autres pour parvenir à l'égalité de genre, telles que les différences d'accès et de contrôle des ressources et du pouvoir décisionnel dans un contexte défini. Il est également essentiel de clarifier les normes sociales existantes et les pratiques stéréotypées qui peuvent être discriminatoires, ainsi que de comprendre comment la fragilité et/ou les crises et les situations de conflit affectent différemment les femmes et les hommes, les filles et les garçons¹¹.

L'analyse de genre permet de comprendre les différences entre les hommes et les femmes, dans un contexte et un moment historique définis, dans plusieurs domaines d'intérêt, par exemple:

- La dimension **sociale**: prend en considération les rôles au sein de la société, les normes socioculturelles, les attentes en matière de comportements les plus appropriés, etc.
- La dimension **économique**: prend en considération l'accès au marché du travail, au crédit, aux ressources et aux biens naturels et productifs, la répartition entre le travail rémunéré et non rémunéré, les revenus, etc.
- La dimension **politique** et des droits civils: prend en considération les cadres législatifs nationaux, les processus décisionnels, la participation aux activités publiques et privées, l'accès à la santé, etc.
- La dimension **culturelle**: analyse l'accès à l'éducation et à la formation, aux médias et aux technologies de l'information et de la communication, aux carrières universitaires et analyse également la répartition du travail au sein de la famille et de la communauté, etc.

L'objectif de l'analyse de genre, quelle que soit la typologie, est donc d'identifier et d'affronter les inégalités entre les hommes et les femmes dans un contexte spécifique et, notamment:

- **reconnaître et examiner les différences** entre les femmes et les hommes, fondées sur la répartition inégale des ressources, des opportunités, des contraintes et du pouvoir (accès inégal aux ressources, aux opportunités et au pouvoir décisionnel)¹² et comprendre les causes profondes de ces différences.
- éviter de faire des suppositions sur la vie des femmes et des hommes, des filles et des garçons dans les régions concernées
- veiller à ce que les **besoins** différents des femmes et des hommes soient clairement **identifiés** et **pris en considération** à tous les stades du cycle politique/programmation¹³.
- reconnaître que les politiques, les programmes et les projets peuvent avoir des **effets différents** sur les **femmes** et les **hommes**¹⁴;

¹⁰ AICS, "Outils opérationnels pour l'Égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes : Glossaire de genre", 2022. https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2023/12/GLOSSARIO_GENDER-FRA_WEB.pdf

¹¹ GAP III Brief N° 1, Gender country profile and gender sector analysis, février 2021.

¹² EIGE, Gender Mainstreaming – Gender Analysis

¹³ Ibidem

¹⁴ Ibidem



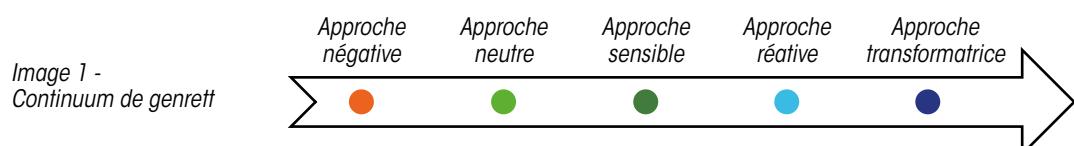
- **rechercher, écouter et exprimer** les points de vue des **femmes** et des **hommes** et faire de leur contribution un élément fondamental de développement des politiques, des programmes et des projets. En outre, promouvoir la participation individuelle et collective des femmes, des filles et des fillettes aux choix et aux décisions en matière de développement (women voice approach) (approche de la voix des femmes)¹⁵, afin que les femmes ne soient plus considérées simplement comme une partie exclue et défavorisée de la population, mais comme des actrices actives, conscientes et de valeur, capables de diriger et de gouverner les processus de développement ;
- promouvoir la **participation** et l'engagement des **femmes** dans la vie communautaire, politique et économique¹⁶;
- recommander des actions spécifiques pour répondre aux besoins des femmes et des hommes et promouvoir des interventions mieux informées (fondées sur **des statistiques probantes**), sensibles au genre et efficaces¹⁷;
- suivre et évaluer les progrès accomplis dans la réduction de l'écart entre les femmes et les hommes ;
- **intégrer** la dimension de **genre** dans tous les projets de développement.

L'analyse de genre fournit les données et les informations nécessaires **pour intégrer une perspective de genre dans les politiques, les programmes et les projets d'un contexte spécifique**, en veillant à ce que les différents besoins de tous les citoyens – femmes et hommes, dans toute leur diversité – soient clairement identifiés et pris en considération sur la base de leur exposition aux risques et aux vulnérabilités à tous les stades d'un projet. L'analyse de genre devrait être menée lors de la phase initiale d'une action afin qu'elle puisse informer correctement l'identification et la planification de l'intervention la plus appropriée. Cela permettrait d'élaborer des actions qui s'attaquent aux causes structurelles des inégalités et des discriminations et qui atteignent les bénéficiaires en fonction de leurs différents besoins, en contribuant ainsi à la création durable de sociétés pacifiques et inclusives.

3.2. QUAND EFFECTUER UNE ANALYSE DE GENRE?

L'égalité de genre n'est pas seulement un droit humain fondamental, c'est aussi la base nécessaire pour un monde pacifique, prospère et durable (ODD 5)¹⁸.

Les analyses de genre sont **fondamentales** pour favoriser **l'intégration d'une dimension** de genre dans les politiques, les plans, les programmes et les projets. Elles peuvent suivre une approche qui tient compte des besoins des femmes, des filles et des fillettes à des degrés divers, en commençant par l'approche la plus négative ou neutre, en passant par celles considérées comme plus positives (approche "sensible" et "réactive"), jusqu'à l'approche dite "transformative", qui représente l'égalité de genre sur un continuum virtuel (voir le Continuum de genre à l'Annexe 1). Les interventions devraient viser à adopter une approche réactive ou transformative afin de contribuer réellement à accélérer la réalisation de l'égalité de genre.



Une approche de genre est **transformatrice** lorsqu'elle vise à modifier les relations de pouvoir entre les hommes et les femmes dans le but d'influencer un changement positif dans les paradigmes sociaux et culturels qui produisent des discriminations et des inégalités dans un contexte défini¹⁹.

¹⁵ EIGE, *Gender Mainstreaming – Gender Analysis*; AICS, *Lignes directrices GEWE*

¹⁶ EIGE, *Gender Mainstreaming – Gender Analysis*; AICS, *Lignes directrices GEWE*

¹⁷ EIGE, *Gender Analysis*, <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/methods-tools/gender-analysis>

¹⁸ <https://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/> <https://www.un.org/sustainabledevelopment/gender-equality/>

¹⁹ AICS, "Outils opérationnels pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes : *Glossaire de genre*", 2022.

Pour être transformatrice, l'approche doit inclure :

1. le développement de l'analyse de genre pour identifier et comprendre les normes et les déséquilibres de pouvoir qui désavantagent les femmes et les filles dans une société en générant des discriminations, dès la petite enfance ;
2. la collaboration active avec les hommes et les garçons, en se concentrant en particulier sur les jeunes en tant que moteurs du changement ;
3. la création de partenariats avec les acteurs locaux et les communautés locales, la société civile, les associations de femmes²⁰.

3.3. QUI EFFECTUE UNE ANALYSE DE GENRE ?

L'analyse de genre peut être réalisée soit par une équipe interne à l'organisation, soit par des experts et des expertes externes. Au cours de l'élaboration d'une analyse de genre, il est important de consulter, dans la mesure du possible, toutes les parties prenantes afin de sensibiliser et de promouvoir les dialogues, les programmes et les projets d'intégration de la dimension de genre²¹.

Que l'analyse de genre soit réalisée par une équipe interne ou externe, les responsables de politiques/programmes/projets et les points focaux pour l'égalité de genre (gender focal point - GFP) doivent être impliqués dans l'analyse afin de maximiser l'appropriation du processus, l'identification des domaines prioritaires, la connaissance et l'appropriation des résultats²².

Dans ce sens, il est très important d'améliorer les compétences en matière d'égalité de genre et d'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes, non seulement pour les points focaux genre, mais aussi pour tout le personnel impliqué dans la formulation et la mise en œuvre des politiques/programmes/projets²³.

3.4. QUAND EFFECTUER UNE ANALYSE DE GENRE ?

Les lignes directrices GEWE stipulent que l'analyse de genre devrait faire partie **intégrante de chaque programme** national et de chaque initiative bilatérale, multi-bilatérale et multilatérale²⁴.

Elle peut être réalisée à tout moment et à n'importe quel stade du cycle de planification/programmation. Toutefois, elle est plus appropriée lorsqu'elle est appliquée de manière constante à tous les aspects précédant la planification, la mise en œuvre et la révision des politiques, des programmes et des projets, plutôt qu'à une étape suivante²⁵.

En général, l'analyse de genre devrait être effectuée à certains moments spécifiques, tels que

- **avant l'identification** d'une politique, d'un programme ou d'un projet;
- **avant la mise en œuvre** d'une politique, d'un programme ou d'un projet;

²⁰ EU Gender Action Plan III - An ambitious agenda for gender equality and women's empowerment in EU external action, page 4, https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

²¹ GAP III Brief No. 1 - Gender country profile and gender sector analysis, page 6, février 2021

²² GAP III Brief N° 1 - Gender country profile and gender sector analysis, page 6, février 2021

²³ AICS, *Lignes directrices GEWE*, paragraphes 66 et 130.

²⁴ *Lignes directrices sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes (2020/2024)*, paragraphes 90 et 93.

²⁵ *Ibidem*

- **ors du suivi et de l'évaluation** d'une politique, d'un programme ou d'un projet, afin de comprendre si les données et les informations collectées sont importantes en termes de genre et répondent aux différents besoins des femmes et des hommes. À ce stade, l'analyse peut mettre à jour, réviser ou compléter ce qui a été examiné précédemment²⁶.

Quel que soit le moment quand elle est réalisée, l'analyse de genre est plus utile lorsqu'elle est appliquée systématiquement à tous les aspects de la planification, de la mise en œuvre et de l'examen des politiques, des programmes et des projets, plutôt qu'a posteriori.

Il sera important d'utiliser les résultats de l'analyse de genre pour définir la **programmation** de l'action de coopération au développement, y compris l'aide humanitaire. Grâce à la mise à jour périodique des analyses de genre, il sera alors possible d'évaluer la manière dont la coopération au développement a abordé les questions de genre, les progrès réalisés en termes d'égalité entre les hommes et les femmes, ainsi que les aspects considérés comme incomplets ou non pris en considération, pour lesquels des mesures doivent être prises.

3.5. COMMENT L'ANALYSE DE GENRE EST-ELLE EFFECTUÉE ?

L'analyse de genre ne doit pas se contenter de **décrire** une situation définie, mais doit également **analyser** les causes et les effets des inégalités entre les femmes et les hommes sur la population cible. Examiner les raisons profondes qui sont à l'origine des inégalités et des discriminations permet d'identifier les actions/solutions/stratégies les mieux adaptées pour les résoudre et contribue à leur élimination, en promouvant un effet transformateur positif sur la société, partagé avec et par la société elle-même.

Il existe **différents types d'analyse de genre**. En effet, il est possible d'effectuer des analyses générales sur des régions ou des pays spécifiques, de se concentrer sur des domaines d'intervention définis et de restreindre l'analyse à des projets spécifiques, des programmes de développement et des politiques publiques²⁷.

²⁶ Ibidem

²⁷ EIGE, Gender Mainstreaming <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming> - Gender Analysis <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/methods-tools/gender-analysis> <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/>

Encadré 3 : Typologies possibles d'analyse de genre

Analyses de genre géographique (région/pays)

L'analyse géographique de genre (par exemple, par pays ou par région) est une analyse de genre complète et structurée dans une région ou un pays de référence, qui tient compte des principales questions de genre au niveau de la législation (de jure), de la réalité (de facto) et des us et coutumes (de habitu), y compris l'analyse des politiques publiques, des lois et des institutions liées à l'égalité de genre²⁸.

Cette analyse devrait :

- être mise à jour et révisée périodiquement ;
- contenir les défis et les opportunités identifiés par secteurs afin de délimiter le périmètre de l'étude et de garantir que le genre est pris en considération de manière transversale ;
- identifier des recommandations et des conclusions, basées sur les besoins stratégiques de la coopération italienne dans le pays et de manière cohérente avec les interventions des différents bailleurs ;
- également être le résultat d'un processus collectif et inclusif avec le gouvernement, la société civile, l'UE et les organisations des Nations Unies. Conformément à l'approche nexus, ce processus impliquera, dans la mesure du possible, les acteurs des trois piliers : l'aide humanitaire, le développement et la paix.

Pour les bureaux AICS, les secteurs/domaines qui seront pris en considération pour l'analyse géographique du genre (par pays ou région) dépendront des priorités identifiées conjointement avec les pays partenaires, conformément aux PiP, le cas échéant et aux objectifs (outcomes) de la ToC/ Programmation AICS.

Analyse de genre sectorielle/projet

L'analyse sectorielle de genre complète l'analyse géographique en identifiant les différences dans les rôles, les activités, les besoins, l'accès aux ressources et les intérêts des femmes et des hommes dans un secteur/domaine spécifique²⁹.

Ce type d'analyse permet donc d'identifier les défis et les opportunités pour une plus grande égalité entre les femmes et les hommes en limitant l'analyse à un secteur d'intérêt spécifique, comme l'éducation, l'agriculture, le secteur privé, l'emploi, les infrastructures et le développement urbain, etc.³⁰.

L'analyse sectorielle :

- peut être réalisée au niveau national, régional et local ;
- doit identifier des recommandations et des conclusions, de manière cohérente avec les interventions de la coopération italienne et des différents bailleurs ;
- devrait être achevée avant la phase d'identification d'une action ou d'un programme/projet ou, au plus tard, au cours de la phase initiale.

Pour les projets, les analyses de genre peuvent être incluses dans les études de faisabilité ou, si cela n'a pas été fait, intégrées dans l'analyse des besoins du projet et approfondies au cours de la mise en œuvre de l'initiative, en tenant compte des résultats des éventuelles évaluations intermédiaires (voir également le paragraphe 3.4.).

²⁸ Les informations relatives à l'analyse de genre régionale ou par Pays ont été élaborées en tenant compte des informations contenues dans le document GAP III Brief N° 1, *Gender country profile and gender sector analysis*, février 2021. Les analyses de genre préparées par l'AICS doivent être coordonnées avec l'action de l'UE dans ce domaine et doivent être conformes aux engagements pris par l'Italie dans le cadre du GAP III.

²⁹ GAP III Brief N° 1, *Gender country profile and gender sector analysis*

³⁰ Ibidem

Le **processus** de réalisation des analyses de genre doit aussi être **inclusif et participatif** autant que possible et approprié, et prévoir la consultation de toutes les parties prenantes, à commencer par les femmes bénéficiaires des politiques, des programmes ou des projets, les organisations de femmes ou de défense des droits des femmes et la société civile (internationale et locale), la communauté locale (y compris les hommes), les universités et les instituts de recherche, les organisations internationales ou les donateurs présents dans le contexte, les partenaires techniques et financiers, les acteurs du système de coopération italienne, le gouvernement et les autorités locales, etc.

Cette implication est essentielle pour tenir compte des différents besoins des femmes, des différentes perspectives communautaires (y compris celles des hommes), ainsi que du rôle des acteurs internationaux, nationaux et locaux – qui peuvent également contribuer au processus en partageant leurs propres analyses de genre en cours ou déjà produites, et en facilitant la capitalisation des résultats existants.

Il est important que les analyses de genre soient **adaptées au contexte** et tiennent compte des différentes dynamiques locales (sociales, politiques, économiques et culturelles), y compris la fragilité éventuelle et l'exposition aux risques de crise et de conflit. Dans les contextes fragiles, il est également important de tenir compte de la dynamique des conflits (analyse sensible aux conflits) et de procéder de manière coordonnée et cohérente avec toutes les parties prenantes et, en particulier, avec les différents acteurs de la coopération au développement, de l'aide humanitaire et de la paix.

La disponibilité d'une analyse de genre ne garantit pas son utilisation. Il est donc important de veiller à ce que l'analyse de genre comprenne des **recommandations** et des instructions claires pour une utilisation correcte des informations et les conclusions qu'elle fournit³¹. Les résultats de l'analyse de genre sont fondamentaux pour tenir compte des questions de genre à tous les stades du cycle du projet et les recommandations de l'analyse de genre peuvent être utilisées pour répondre aux questions sur la situation (de départ), développer une théorie du changement qui satisfait les exigences de genre, développer une approche méthodologique, inclure les questions de genre dans les projets et les programmes et apporter les changements nécessaires au système de suivi.

Pour réaliser une analyse de genre, deux étapes fondamentales doivent être suivies : 1) la collecte de données ; 2) l'analyse générale du problème.

3.5.1. COLLECTE DES DONNÉES

La première étape consiste à collecter les **données et les informations disponibles**, pertinentes et nécessaires pour obtenir un cadre claire de la (dis)parité entre les femmes et les hommes dans un contexte défini. Au cours de cette phase, il est nécessaire d'identifier les principales lacunes dans les données existantes au niveau local et/ou dans les analyses déjà effectuées, de rechercher des sources d'information alternatives et, si possible, de trouver les éléments manquants.

En effet, l'analyse de genre implique d'enquêter et d'examiner les données existantes sur la population cible avant de décider quelles informations supplémentaires sont nécessaires et comment les obtenir. Il est nécessaire de consulter un large éventail de sources **secondaires** déjà disponibles, notamment des statistiques, des rapports et des études émanant d'institutions gouvernementales, de partenaires locaux et/ou internationaux, d'OSC, de donateurs et de recherches académiques. Les données secondaires décrivent la situation en matière de la (dis)parité entre les femmes et les hommes au niveau national ou régional, au sein du secteur, dans les organisations partenaires ou au niveau des groupes cibles.

L'analyse de genre peut être réalisée sur la base **d'informations** et de **méthodes** qualitatives et/ou quantitatives³². Un élément fondamental de l'analyse de genre est la **collecte** et l'**analyse** de données ventilées par sexe et par d'autres formes de discrimination intersectionnelle (âge, classe sociale, orientation sexuelle, identité de

³¹ GAP III Brief N° 1 - *Gender country profile and gender sector analysis*, février 2021, page 3.

³² AICS, "Outils opérationnels pour l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes : Glossaire de genre", 2022

genre, handicap, conditions socio-économiques, déplacements forcés, appartenance ethnique, culturelle et religieuse) afin de fournir une base scientifique solide à l'analyse³³.

Les principales sources de données ventilées par sexe au niveau national et infranational restent les statistiques nationales et, en particulier, les recensements de la population, qui constituent une source fondamentale d'informations sur la population d'un pays et sur la composition des ménages, notamment en raison de leur couverture universelle, qui permet de trouver des informations sur les groupes et les milieux les plus vulnérables et les plus marginalisés.

D'autres sources de données pertinentes sont représentées par les registres et les sources administratives détenus par les administrations nationales d'un pays (principalement les ministères) à des fins de gestion administrative dans des domaines clés tels que les activités économiques, l'éducation, la santé publique, la criminalité et les migrations. Il convient toutefois de garder à l'esprit que tous les pays ne possèdent pas de tels registres et que, lorsqu'ils existent, ils peuvent ne pas être accessibles ou ne pas offrir des données de qualité, même en termes de couverture.

D'autres sources statistiques officielles sont représentées par des enquêtes spécifiques telles que les enquêtes polyvalentes, sur l'emploi du temps ou sur la violence à l'égard des femmes, qui peuvent toutefois ne pas être menées régulièrement.

Outre les statistiques officielles, à ce stade, il est important d'utiliser les études, les rapports et les recherches existants (voir encadré 4). Comme les rôles et les relations entre les hommes et les femmes évoluent avec le temps, il est important d'utiliser des données et des publications récentes et actualisées (par ex. ne datant pas de plus de cinq ans) et d'impliquer des spécialistes du genre ou des personnes ayant une expérience ou une formation en matière d'analyse et de mise en œuvre de l'égalité entre les hommes et les femmes.

Encadré 4 : Exemples de sources d'information secondaires pouvant être consultées pour réaliser une analyse de genre.

- Recensement de la population et des ménages ;
- Enquêtes nationales, telles que l'enquête sur les forces de travail, l'enquête sur l'emploi du temps ou les enquêtes à objectifs multiples ;
- Rapports et publications nationaux ;
- Rapports, analyses de contexte et analyses de genre réalisés par des acteurs internationaux tels que l'UE, les Nations unies - en particulier le CEDAW, ONU FEMMES et le FNUAP -, la FICR et le CICR, ONG internationales (par exemple, Profil de genre par pays - UE ; Aperçu des besoins humanitaires, Plans de réponse humanitaire - OCHA ; Indice d'inégalité de genre (IIG) - PNUD ; Plan-cadre des Nations unies pour l'aide au développement (PNUAD) - ONU ; Analyse commune par pays - ONU ; etc.)
- L'Indice des institutions sociales et égalité des genres (SIGI) de l'OSCE ;
- Rapports, analyses de contexte et analyses de genre réalisés par des organisations locales ;
- Rapport national soumis au Comité CEDAW.
- Autres informations échangées lors de réunions de coordination entre les acteurs humanitaires, de développement ou de paix présents sur le terrain.

Afin de répondre à des besoins d'information spécifiques non couverts par les sources susmentionnées sur des groupes ou des contextes sociaux particuliers, il est également possible de recourir à la collecte de **données primaires**, tant qualitatives que quantitatives, en utilisant des outils tels que l'administration de questionnaires, des entretiens avec les bénéficiaires et les parties prenantes, des techniques d'observation et d'évaluation rapides, des groupes de discussion, la compilation de journaux et/ou de registres. La collecte de données primaires est particulièrement importante pour la définition et le suivi des résultats spécifiques au projet. Si la collecte de données primaires est utilisée, il est important que l'analyse soit supervisée par des chercheurs

³³ EIGE, *Gender Mainstreaming – Gender Analysis*



qualifiés. L'engagement des ressources nécessaires doit également être évalué.

En outre, il sera important de procéder à une analyse minutieuse du **cadre institutionnel, législatif et réglementaire** du pays et/ou du secteur étudié, étant donné que l'architecture juridique de l'égalité entre les femmes et les hommes repose sur des engagements pris aux niveaux international, régional et national. L'analyse des documents **budgétaires relatifs à l'égalité entre les femmes et les hommes**, lorsqu'ils existent, est cruciale pour fournir une image financière des dépenses consacrées à l'égalité entre les femmes et les hommes par les différentes administrations publiques et, par conséquent, des engagements concrets en termes de ressources.

En plus d'être ventilées par sexe, les données doivent fournir des informations sur d'autres formes **d'intersectionnalité** et tout autre facteur pertinent pour mettre en lumière la présence de **discriminations multiples**³⁴. L'analyse intersectionnelle vise à révéler les discriminations multiples qui surviennent comme conséquence de la combinaison de l'identité et de l'intersection du sexe et du genre avec d'autres motifs de discrimination.

Encadré 5 : Genre, âge et handicap : pourquoi promouvoir une approche intersectionnelle ?

L'intersectionnalité est une théorie qui suggère que les caractéristiques sociales qui identifient les personnes (telles que la race, l'ethnie, la foi, le statut socio-économique, la classe, la caste, la position géographique, l'âge, les capacités, l'orientation sexuelle, la religion ou les croyances, le statut migratoire et le genre) se combinent, ou se croisent/se superposent, en conditionnant l'expérience vécue d'un individu et en contribuant à des expériences discriminatoires uniques. L'intersectionnalité part du principe que les personnes possèdent des identités multiples et stratifiées qui découlent des relations sociales, de l'histoire et du fonctionnement des structures du pouvoir.

L'AICS mène ses activités en respectant totalement les droits humains, en promouvant des initiatives visant à lutter contre les préjugés et stéréotypes culturels et le discrédit et à promouvoir l'inclusion sociale. Dans ce sens, les stratégies et les approches adoptées devront viser à protéger les droits des personnes en tenant compte des discriminations multiples dont elles font souvent l'objet et qui sont la conséquence de la combinaison de l'intersection du sexe et du genre avec d'autres motifs tels que, par exemple, l'âge et le handicap.

Un milliard de personnes, soit 15 % de la population mondiale, souffrent d'une forme de handicap et ce pourcentage augmente régulièrement avec l'âge (ONU). Si les femmes sont en général confrontées aux discriminations, aux préjugés et à la marginalisation, les filles, les femmes handicapées et/ou âgées sont victimes de discrimination et de violations de leurs droits à cause de l'effet combiné du genre avec l'âge et/ou le handicap.

Conformément aux lignes directrices pour le handicap et l'inclusion sociale dans les interventions de coopération (2018), l'approche de l'AICS prévoit l'intégration des thématiques relatives au handicap dans toutes les activités de coopération internationale. Pour l'intégration du handicap, ainsi que pour le genre, l'AICS adopte une double approche (*twin track approach*) qui, d'une part, indique l'inclusion et l'attention des personnes handicapées dans toutes les initiatives de coopération et, d'autre part, envisage la réalisation d'initiatives totalement orientées vers la satisfaction des besoins spécifiques des personnes handicapées et de leurs organisations.

La promotion et la protection des droits et de la dignité des filles/filles/fillettes handicapées et/ou des femmes âgées et la garantie de leur participation totale et égalitaire dans la société font partie intégrante de la poursuite de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de son principe "Ne laisser personne de côté".

Les interventions de coopération de l'AICS devront reconnaître la diversité et promouvoir une approche intersectionnelle qui s'attaque aux discriminations multiples causées, par exemple, par la combinaison du genre, de l'âge et du handicap.

Pour ce faire, les programmes et les projets doivent prendre en considération certains aspects tels que (par exemple) :

³⁴ EIGE, *Gender Mainstreaming – Gender Analysis*

- existence de lois et de cadres juridiques qui interdisent les discriminations et prennent en considération les discriminations basées sur le genre, l'âge et le handicap ;
- intégration du genre dans toutes les politiques et les programmes liés au handicap et à l'âge, et vice versa, en abordant également l'intersection des discriminations subies par les fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées ;
- accès à la justice et la participation des fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées aux processus décisionnels ;
- analyse de l'impact de la discrimination multiple dérivant de l'intersection entre le genre, l'âge et le handicap ;
- collecte, analyse et diffusion de données ventilées par âge, sexe et handicap ;
- inclusion d'indicateurs de suivi et d'évaluation sur la situation des fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées ;
- défendre les droits des fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées dans tous les contextes, y compris dans les pays et régions touchés par des crises humanitaires ;
- exposition particulière au risque de violence et d'abus auquel les fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées sont exposées ;
- besoins liés à l'accessibilité des services (éducation, santé reproductive et sexuelle, protection, etc.) pour les fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées ;
- formation et/ou diffusion de connaissances et de compétences sur les besoins spécifiques des fillettes/filles/femmes handicapées et/ou âgées, en tenant également compte de la marginalisation culturelle et du discrédit liés au handicap et à l'âge.

Sources : Instruments opérationnels pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes ; Glossaire de genre (2022) ; AICS, Lignes directrices pour le handicap et l'inclusion sociale dans les interventions de coopération (2018) ; AICS, Lignes directrices sur l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes ; UN Women brief - Gender, age and disability : addressing the intersection.

3.5.2. ANALYSE GÉNÉRALE DU PROBLÈME.

La deuxième étape consiste à effectuer **une analyse générale** du problème, en identifiant et en examinant les **raisons** sous-jacentes les inégalités de jure, de facto et de habitu, afin d'en déterminer les effets, de manière à répondre pleinement aux besoins différents des hommes et des femmes.

Sans cette étape, des conséquences "involontaires" peuvent surgir et compromettre ou invalider l'intervention, voire créer de nouvelles inégalités et discriminations. Il est donc fondamental d'examiner comment le projet, le programme ou la politique entend répondre aux besoins spécifiques des hommes et des femmes.

L'adoption d'une approche basée sur le genre permettra d'éviter ou d'atténuer les effets négatifs de l'intervention (approche "ne pas nuire").

Encadré 6 : Exemple - non exhaustif - de questions à se poser pour l'analyse générale du problème :

Dimension sociale

- Les femmes/hommes peuvent-elles choisir en toute autonomie de se marier/de contracter un mariage polygame et de divorcer ?
- Est-ce que les femmes/hommes ont les mêmes droits personnels dans leur couple ?
- Qui s'occupe des enfants, des personnes handicapées ou des personnes âgées pendant la journée ? Quelle est la contribution des hommes au niveau de la garde des enfants, des personnes handicapées ou des personnes âgées ?

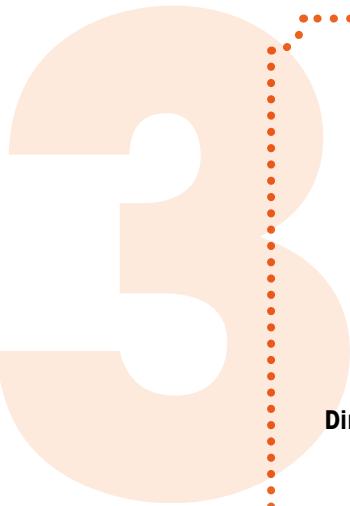
- Qui s'occupe de l'approvisionnement en eau potable et en nourriture, les hommes ou les femmes ?
- Quel est le niveau de sécurité personnelle ressenti dans l'environnement familial/communautaire/professionnel ?
- Quelles sont les limitations auxquelles les femmes /hommes sont confrontées en matière d'accès aux soins médicaux ?
- Quelles sont les limites rencontrées par les femmes et les hommes dans l'accès à l'éducation (primaire, secondaire, supérieure) / à la formation ?
- Les hommes ou les femmes ont-ils des restrictions au niveau de la mobilité ? Quelles sont ces restrictions ? De quelle manière ces restrictions affectent-elles l'accès des femmes aux services ?
- Les femmes et les hommes peuvent-ils faire leurs propres choix en matière de santé sexuelle et reproductive ? Peuvent-ils prendre leurs propres décisions concernant leur corps, leur vie sexuelle et la création d'une famille ? Peuvent-ils décider eux-mêmes du nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir ?
- Qui prend les décisions concernant la santé/la nutrition/l'éducation des enfants ?
- Comment les pratiques traditionnelles (MGF, mariage précoce, lévirat, etc.) influencent-elles les hommes et les femmes ? Qui décide de l'application de ces pratiques (épouse, mari, belle-mère, mère, etc.) ?
- Existe-t-il des mécanismes de protection et d'assistance pour les enfants/femmes victimes de violences de genre, y compris de violences sexuelles ?
- Quel accès les hommes et les femmes, les garçons et les filles ont-ils à l'éducation sexuelle ?

Dimension économique

- Comment la répartition du travail est-elle organisée ?
- Les femmes et les hommes peuvent-ils choisir eux-mêmes de travailler/leur travail ?
- Qui a accès aux ressources productives et contrôle ces ressources ?
- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes au niveau de l'accès au marché du travail ?
- Les hommes et les femmes sont-ils confrontés aux mêmes difficultés et aux mêmes discriminations sur le marché du travail ?
- Quelles sont les opportunités d'emploi pour les hommes ? Quelles sont les opportunités d'emploi pour les femmes ?
- Quelle est la répartition du travail, rémunéré et non rémunéré, (entretien de la maison et soins aux personnes) entre les hommes et les femmes ?
- Quels sont les droits des travailleurs et les conditions de travail des hommes et des femmes ?
- Les hommes et les femmes ont-ils les mêmes possibilités de faire carrière ? Dans quels domaines exactement ?
- Les femmes peuvent-elles travailler dans la construction ou l'agriculture ?
- Les hommes et les femmes ont-ils les mêmes possibilités d'exercer une activité d'entrepreneur ?
- Les hommes et les femmes perçoivent-ils le même salaire brut pour un emploi identique ?
- Les femmes peuvent-elles être propriétaires d'un terrain ou d'un logement en toute autonomie?
- Les femmes peuvent-elles accéder au microcrédit en toute autonomie ?
- Les pratiques de sélection, de promotion et d'évaluation reflètent-elles des stéréotypes de genre qui désavantagent les femmes ?
- Le droit à la maternité est-il protégé/pris en considération sur le marché du travail ?

Dimension politique/droits civils

- Les femmes et les hommes peuvent-ils se déplacer librement ?
- Les femmes peuvent-elles conduire de manière autonome ?
- Qui établit le domicile conjugal ?
- Les femmes et les hommes participent-ils activement à la vie politique ?
- Comment les postes de direction sont-ils organisés dans les organisations/associations communautaires?
- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes au niveau de l'accès aux postes du service public ?



- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes dans l'accès aux postes décisionnels (mairie, conseils départementaux, etc.) ? Les voix des hommes et des femmes ont-elles le même poids en public ?
- Les hommes et les femmes ont-ils le même accès aux services juridiques ?
- Une femme peut-elle déposer plainte en autonomie ?
- Les femmes dénoncent-elles publiquement et pénallement les cas de violence domestique et de viol ?
- Existe-t-il des lois adéquates pour lutter contre la violence contre les femmes, y compris la violence sexuelle ?
- Existe-t-il des codes vestimentaires (par exemple, le port obligatoire du foulard ou d'autres vêtements) en fonction du sexe ?

Dimension culturelle

- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes en matière d'accès/utilisation des médias et des technologies de l'information et de la communication ? Comment ces limitations influencent-elles l'accès des femmes aux services de soutien et aux réseaux sociaux ?
- Les hommes et les femmes subissent-ils les mêmes formes de violence/agression sur les réseaux sociaux ?
- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes au niveau de l'accès au poste de journaliste/producteur de radio/producteur de télévision, etc. ?
- Les hommes et les femmes ont-ils les mêmes possibilités de faire carrière dans le secteur de la musique, de la radio, du cinéma et de la télévision ?
- Quels sont les stéréotypes de genre que les hommes et les femmes subissent dans les médias, la télévision et les journaux ?
- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes au niveau de l'accès aux activités culturelles ?
- Les hommes et les femmes ont-ils le même contrôle de leur temps libre ?
- Quelles sont les limitations des femmes et des hommes au niveau de l'accès aux carrières universitaires et de recherche ?

Dimension environnementale

- Quels sont les effets que le changement climatique provoque aux femmes par rapport aux hommes ? Dans ce sens, peut-on dire que les femmes représentent un groupe vulnérable face aux effets du changement climatique en cours ?
- Les femmes ont-elles les mêmes droits que les hommes en ce qui concerne l'accès à la propriété et à la gestion des terres et des ressources naturelles ?
- Les femmes participent-elles activement aux décisions concernant la gestion et l'utilisation des ressources naturelles ?
- Quelles sont les ressources naturelles que les femmes gèrent et utilisent traditionnellement ?
- Les femmes ont-elles accès au marché des ressources naturelles ? (telles que l'eau, les terres agricoles et les forêts)
- Quelles sont les chaînes de valeur (chaînes de production) dans lesquelles les femmes sont impliquées et responsables ?
- Quelle est la répartition du travail agricole entre les hommes et les femmes ? Aussi bien au niveau culturel que temporel de répartition des travaux saisonniers.
- Les femmes sont-elles représentées de manière égale dans les processus et les lieux décisionnels des politiques environnementales ?
- Existe-t-il des normes sociales ou culturelles qui empêchent les femmes de gérer les ressources naturelles ou d'en tirer profit ?
- Les femmes et les hommes sont-ils exposés de la même manière aux risques de pollution et de catastrophes environnementales ?
- Les femmes peuvent-elles accéder au marché du travail dans le secteur de la durabilité environnementale ?
- Les femmes et les hommes ont-ils les mêmes connaissances sur les risques liés au changement climatique et à la durabilité environnementale ?

- Comment le travail des femmes contribue-t-il (même inconsciemment) à la mise en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique ?
- Quelle est la contribution (si possible en termes quantitatifs) des femmes au niveau de la protection et de la conservation des ressources naturelles ?
- Quel est le niveau de participation des femmes dans l'associationnisme de type environnementaliste ?
- Dans le cas de peuples indigènes, quelle est la représentation des femmes dans la protection des ressources naturelles et des écosystèmes ?
- Une pensée ou une pratique de l'écoféminisme est-elle développée dans la société à laquelle les femmes appartiennent ?

SUIVI DE L'ANALYSE: INFORMER LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LES PROJETS

L'analyse de genre est essentielle pour intégrer une perspective de genre dans le cycle des politiques, des programmes et des projets ; par conséquent, les résultats de l'analyse devraient être mis à la disposition des décideurs politiques et des acteurs internationaux, nationaux et locaux engagés dans l'identification et la formulation des programmes et des projets³⁵.

Une analyse de genre rigoureuse peut soutenir efficacement la phase de planification et aider à identifier les politiques, les programmes et les projets qui répondent aux différents besoins des hommes et des femmes et, par conséquent, qui suivent une approche sensible au genre, réactive ou transformatrice. Ces analyses sont également fondamentales pour empêcher la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets ayant des effets négatifs sur l'égalité de genre, conformément à l'approche "do no harm" (ne pas nuire)³⁶.



Plus précisément, il est important que la formulation des résultats des politiques, des programmes et des projets soit fondée sur la connaissance et la preuve scientifique (evidence-based) et, par conséquent, que les résultats soient issus d'une analyse solide de genre et du contexte. Les objectifs, les résultats, les activités et les indicateurs doivent inclure des références explicites à l'égalité de genre, ainsi que des résultats et des indicateurs spécifiques (voir, par exemple, l'Annexe 2) exposant les avantages pour les femmes et les hommes. Les indicateurs doivent permettre de mesurer les changements dans les relations de genre et au sein des institutions comme par exemple, le cadre réglementaire, l'emploi, l'offre de services sociaux et les habitudes

³⁵ EIGE, *Gender Mainstreaming – Gender Analysis*

³⁶ AICS, *lignes directrices GEWE*, paragraphe 99

locales au cours de l'intervention du projet³⁷. Les questions de genre devraient également être intégrées dans le plan de suivi et d'évaluation.

L'analyse de genre peut également être utilisée pour suivre les progrès d'un projet, d'un programme ou d'une politique d'un point de vue du genre. Si l'analyse de genre a également été réalisée au cours de la phase de planification, son utilisation dans la phase de suivi et d'évaluation permettra de voir dans quelle mesure les objectifs et les cibles ont été atteints.

SUIVI DE L'ANALYSE: INFORMER LES POLITIQUES, LES PROGRAMMES ET LES PROJETS

³⁷ Pour des exemples d'indicateurs, voir : UE, *Gender Action Plan III, Joint Staff Working Document: Objectives and Indicators to frame the implementation of the Gender Action Plan III (2021-25)*, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020SC0284>

BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAPHIE :

AICS, "Documento triennale di programmazione e di indirizzo 2021 – 2023", 2021.

<https://www.esteri.it/wp-content/uploads/2022/07/Documento-triennale-programmazione-indirizzo-2021-2023.pdf>

AICS, "Instruments opérationnels pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes: Glossaire de genre", 2022.

https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2023/12/GLOSSARIO_GENDER-FRA_WEB.pdf

CICS, "Lignes directrices sur l'égalité de genres et l'autonomisation des femmes, des filles et des fillettes (2020-2024)", 2021. https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2021/10/LLGG_GENDER_XWEB.pdf

Commission européenne, "International Cooperation and Development, Toolkit on Mainstreaming Gender Equality in EC Development Cooperation". [Gender mainstreaming | European Institute for Gender Equality \(europa.eu\)](https://gender-mainstreaming.eiuropa.eu)

Confédération suisse, "How to do a gender analysis", 2018. <https://www.shareweb.ch/site/Gender/Documents/Gendernet%20Toolbox/Toolbox/Methodic/Gender%20Analysis%20EN%2020180117.pdf>

EIGE, Gender Mainstreaming - Gender Analysis. <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/methods-tools/gender-analysis>

EIGE, "Step-by-step toolkit". <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/toolkits>

EIGE, "What is gender mainstreaming"

<https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/what-is-gender-mainstreaming>

EU, "EU Gender Action Plan III - An ambitious agenda for gender equality and women's empowerment in EU external action", 2020.

https://international-partnerships.ec.europa.eu/system/files/2021-01/join-2020-17-final_en.pdf

UE, "GAP III Brief N. 1, Gender country profile and gender sector analysis", février 2021.

Journal officiel de la République italienne, "LEGGE 11 agosto 2014, n. 125".

https://www.aics.gov.it/wp-content/uploads/2016/03/LEGGE_125-2014.pdf

Gouvernement du Queensland, "Gender analysis toolkit", Office for Women, Brisbane, 2009. <https://www.publications.qld.gov.au/ckan-publications-attachments-prod/resources/fe87f78a-9ecc-45a7-840e-cceaa9b7ad45/gender-analysis-toolkit.pdf?ETag=3ddfaf3d28cd8753629d9cc336c687e1>



OCDE, "DAC gender equality policy marker".

<https://www.oecd.org/dac/gender-development/dac-gender-equality-marker.htm>.

OCDE, "Definition and minimum recommended criteria for the DAC gender equality policy marker".

<https://www.oecd.org/dac/gender-development/Minimum-recommended-criteria-for-DAC-gender-marker.pdf>

OXFAM GB, "A guide to Gender-Analysis Framework", 1999. <https://oxfamlibrary.openrepository.com/bitstream/handle/10546/115397/bk-gender-analysis-frameworks-010199-en.pdf;jsessionid=8F2601D8C34EB7E84A0619047F6A1CC?sequence=8%22>

SIDA (Agence suédoise de coopération internationale au développement), "Gender analysis - principles & elements", mars 2015.

<https://www.sida.se/en/publications/gender-analysis-principles-elements>

ONU, "Integrating a Gender Perspective into Statistics", 2016. New-York: Nations unies. <https://unstats.un.org/unsd/demographic-social/Standards-and-Methods/files/Handbooks/gender/Integrating-a-Gender-Perspective-into-Statistics-E.pdf>

PNUD, "How to conduct a gender analysis. A guidance note for UNDP staff" https://info.undp.org/sites/bpps/SES_Toolkit/SES%20Document%20Library/Uploaded%20October%202016/UNDP%20Guidance%20Note%20how%20to%20conduct%20a%20gender%20analysis.pdf

CEE-ONU, "New Frontiers for Censuses Beyond 2020", 2020. Genève: Nations unies. https://www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2020/New_frontiers_for_Censuses_Beyond_2020.pdf

CEE-ONU et BM, "Developing Gender Statistics : A Practical Tool", Genève : Nations unies, 2010. https://unece.org/DAM/stats/publications/Developing_Gender_Statistics.pdf

FNUAP, "Methodological Guidelines for the Gender Analysis of National Population and Housing Census Data", 2014. [https://unstats.un.org/unsd/gender/mexico_nov2014/141006-UNFPA-GenderManual2014-02-SCREEN_\(1\).pdf](https://unstats.un.org/unsd/gender/mexico_nov2014/141006-UNFPA-GenderManual2014-02-SCREEN_(1).pdf)

HCNUR, "Gender Equality Toolkit", <https://www.unhcr.org/media/unhcr-gender-equality-toolkit>

Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud, "Gender Toolkit. Integrating Gender in Programming for Every Child in South Asia", 2018. <https://www.unicef.org/rosa/sites/unicef.org.rosa/files/2018-12/Gender%20Toolkit%20Integrating%20Gender%20in%20Programming%20for%20Every%20Child%20UNICEF%20South%20Asia%202018.pdf>

UNSTATS, "The Sustainable Development Goals Report 2022", 2022. <https://unstats.un.org/sdgs/report/2022/>

ONU Femmes, "Gender Analysis Toolkit for Prioritising SDG Goals and Targets. How to improve the knowledge base for SDGs, remove gender gaps in evidence, and integrate gender perspectives into analyses of SDGs", 2022. <https://africa.unwomen.org/sites/default/files/2022-08/UNW%20Gender%20Analysis%20Toolkit%20for%20Prioritising%20SDG%20Goals%20and%20Targets0207202201.pdf>

ONU Femmes, "Training manual on gender and climate resilience", 2021 (module 3). https://asiapacific.unwomen.org/sites/default/files/Field%20Office%20ESEA/Docs/Publications/2021/06/ETM_G_CCR_1%20Module%203.pdf

ANNEXE 1. CONTINUUM DE L'ÉGALITÉ DE GENRE.

CONTINUUM DE L'ÉGALITÉ DE GENRE

Le "continuum" de l'égalité de genre est une façon de représenter l'égalité de genre sur une ligne continue, qui part de l'approche plus négative à celle considérée comme la plus positive, jusqu'à l'approche transformatrice. Cet outil est utile pour penser au changement transformateur et pour identifier le type d'impact qu'une intervention de développement peut avoir. Le continuum classe les objectifs et les impacts de l'égalité de genre sur une échelle (d'approches). L'approche "négative" et l'approche "neutre" sont découragées dans les initiatives de coopération au développement promues par l'AICS et par le système italien.

Le continuum souligne que si la question de genre n'est pas prise en considération lors de la phase de planification, il peut y avoir des retombées négatives sur les femmes, les filles et/ou les fillettes.

Approche de genre "Negative"	Définition (glossaire AICS)	Exemple
Approche "négative" (gender negative) :	L'approche négative de genre est une approche qui renforce les inégalités de genre pour atteindre les résultats souhaités en matière de développement. Elle utilise des normes, des rôles et des stéréotypes de genre qui renforcent les inégalités de genre.	Exemple : Un projet de conservation des mangroves qui impose des restrictions à la pêche dans les estuaires, pourrait avoir un effet négatif sur l'autonomie économique des femmes qui soutiennent leur famille en récoltant des fruits de mer entre les racines des mangroves. En effet, les hommes pêchent généralement en haute mer et ne seraient donc pas affectés par ce type de restriction. Par conséquent, l'action, tout en ayant un impact positif du point de vue de la durabilité environnementale, aurait un impact négatif sur le statut économique et donc social des femmes, et n'aurait aucun impact sur celui des hommes, en creusant davantage le fossé entre les deux sexes et en corroborant la différence économique et sociale préexistante à l'avantage d'un sexe par rapport à l'autre (homme contre

		<p>femme). Il convient de noter qu'en tout état de cause, l'efficacité d'une telle approche négative - comme par exemple, dans le cas de l'exemple cité - est limitée à cause du manque d'inclusivité du projet, alors qu'elle est fondamentale pour la bonne conception des programmes de conservation des ressources naturelles.</p> <p>Exemple : Un projet visant à éliminer les mutilations génitales féminines qui, par le biais de campagnes de sensibilisation, renforce les stéréotypes négatifs liés au genre, tels que le fait que les femmes doivent arriver pures au mariage, que l'honneur de la famille dépend de la sexualité de ses membres féminins, que les femmes sont faibles et doivent être protégées, etc. Tout en respectant la culture locale, il est important de faire attention au moins à ne pas légitimer et/ou renforcer les croyances, les rôles et les stéréotypes qui contribuent à l'écart entre les hommes et les femmes.</p>
Approche "neutre" (gender neutral) :	<p>L'approche neutre ne considère pas l'égalité de genre comme pertinente pour atteindre les résultats en matière de développement. Par conséquent, cette approche n'a pas d'impact (n'aggrave pas ou n'améliore pas) sur les normes, les rôles et les relations de genre.</p>	<p>Exemple : Un projet de soutien à la production agricole spécialisée (horticulture ou arboriculture fruitière) qui ne tient pas compte des restrictions sociales ou juridiques particulières qui peuvent empêcher les femmes d'accéder aux ressources, telles que l'accès à la terre.</p> <p>Ce type de projet, même s'il n'améliore que partiellement la production de fruits et légumes en termes quantitatifs, ne favorise pas le développement durable et la pleine productivité puisqu'une partie de la population - les femmes - n'aura qu'un accès limité aux terres cultivées.</p> <p>Il y a lieu de noter qu'une approche neutre - comme par exemple, dans l'exemple cité - affecte également l'obtention de résultats et l'efficacité des projets. En effet, c'est précisément la participation des femmes, en particulier dans le secteur horticole, qui permet généralement l'augmentation de la production notamment associée à l'utilisation de techniques de culture innovantes.</p>
Approche "sensible" (gender sensitive) :	<p>L'approche sensible vise à comprendre et à prendre en compte les facteurs sociaux et culturels qui engendrent l'exclusion, la discrimination et les inégalités fondées sur le genre dans les sphères les plus diverses de la vie privée et publique, mais ne s'attaque pas à leurs causes et ne vise pas à les réduire.</p>	<p>Exemple : Un projet de protection et d'assistance aux réfugiés, tenant compte des besoins différents des femmes et des filles. Ce type de projet comprend des activités d'assistance et de protection particulières pour les femmes et les filles, telles que des toilettes spécifiques pour elles, éclairées de manière adéquate et équipées de serrures.</p> <p>Ce type de projet identifie les différents groupes sociaux au sein des communautés - hommes, femmes, jeunes, enfants, personnes âgées - ainsi que leurs besoins spécifiques et les éventuelles expositions aux risques et vulnérabilités propres à chaque sexe.</p>

Approche "réactive" (gender responsive):	Approche visant à accroître la responsabilisation et à accélérer la mise en œuvre des engagements pour l'égalité de genre avec une approche fondée sur les droits au niveau international, national et communautaire.	Exemple : Un projet de soutien au secteur privé et à la création d'emplois qui, en reconnaissant la discrimination subie par les femmes dans l'accès au marché du travail, vise à stimuler l'emploi en mettant l'accent sur les jeunes et les femmes par le biais de bourses et de stages de formation.
Approche "transformatrice" (gender transformative) :	Une approche de genre est transformatrice lorsqu'elle vise à modifier les relations de pouvoir entre les sexes dans le but de produire un changement positif dans les paradigmes sociaux et culturels qui engendrent la discrimination et les inégalités dans un contexte défini.	Exemple : Un projet visant à contribuer à l'élimination de la violence sexuelle et sexiste (SGBV) au moyen d'un accès efficace et équitable à des services appropriés, y compris des services de santé sexuelle et reproductive. Dans le contexte de la santé reproductive, une approche de genre transformatrice implique non seulement l'amélioration de l'accès des femmes aux services clés et aux méthodes contraceptives, mais aussi l'aide aux communautés pour comprendre et combattre les normes sociales qui perpétuent les inégalités de genre et soutiennent la violence SGBV. Ce type de projet implique également les hommes, les jeunes et les chefs religieux, afin de modifier les normes de genre en soutenant le processus décisionnel des femmes et des filles en matière de planification familiale et de santé, et de réduire la violence SGBV et les pratiques traditionnelles néfastes (mutilations génitales, mariages précoces, mariages forcés, etc.)



ANNEXE 2.

OBJECTIFS ET INDICATEURS

Ci-dessous, voici les objectifs et les indicateurs inclus dans la Partie 2 du document joint au troisième plan d'action de l'UE sur l'égalité entre les femmes et les hommes : "JOINT STAFF WORKING DOCUMENT - Objectives and Indicators to frame the implementation of the Gender Action Plan III (2021-25) Accompanying the document Joint Communication to the European Parliament and the Council" (eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52020SC0284).

Thematic area of engagement - Ensuring freedom from all forms of gender-based violence³⁸

Overall thematic objective (Impact)	Women, men, girls and boys are free from all forms of gender-based violence in the public and private spheres, in the work place and online
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none">Proportion of ever-partnered women and girls aged 15 years and older subjected to physical, sexual or psychological violence by a current or former intimate partner, in the previous 12 months, by form of violence and by age (SDG 5.2.1³⁹)Proportion of women and girls aged 15 years and older subjected to sexual violence by persons other than an intimate partner in the previous 12 months, by age and place of occurrence (SDG 5.2.2⁴⁰)Proportion of girls and women aged 15-49 years who have undergone female genital mutilation/cutting, by age (SDG 5.3.2)Number of victims of human trafficking per 100,000 population by sex, age and form of exploitation (SDG 16.2.2)

³⁸ Following "A Union of Equality: gender equality strategy 2020-2025", the language used here is gender-based violence. However, where relevant, such as in conflict situations, sexual and gender-based violence. See definition of GBV here: https://ec.europa.eu/info/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/gender-based-violence_en

³⁹ Tier II, UNICEF, UN Women, UNFPA, WHO, UNODC.

⁴⁰ Idem.

**Specific thematic objectives
(Outcomes)**

1. Women, men, girls and boys, in all their diversity, are better protected from all forms of gender-based violence in the public and private spheres, in the work place and online through legislation and effective enforcement
2. Women, men, girls and boys, in all their diversity, are agents of change regarding discriminatory social norms, gender stereotypes, and gender-drivers of conflict
3. Women, men, girls and boys, in all their diversity, who experience gender-based violence have increased access to essential services
4. The right of every individual to have full control over, and decide freely and responsibly on matters related to their sexuality and sexual and reproductive health and rights, free from discrimination, coercion and violence is promoted and better protected
5. Women, men, girls and boys in all their diversity trafficked for all forms of exploitation and abuse have improved access to adequate and quality services for socio-economic integration and psycho-social support
6. Women, men, girls and boys, in all their diversity, are better protected from sexual and gender-based violence in fragile and humanitarian crisis situations
7. Women's rights organisations, social movements and other civil society organisations are influential in ending gender-based violence
8. Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of gender-based violence and harmful practices are increasingly collected and used to inform laws, policies and programmes

**Specific thematic objective 1
(Outcome)**

Women, men, girls and boys in all their diversity are better protected from all forms of gender-based violence in the public and private spheres, in the work place and online through legislation and effective enforcement

**Key thematic outcome
indicators**

- Extent to which legislation and/or policy prohibiting/addressing VAWG has been developed, strengthened and/or implemented (results framework of the Service for Foreign Policy Instruments –FPI RF)
- Number of individuals benefiting from EU-funded programmes to counter sexual and gender-based violence (indicator to be integrated into the European Union results framework – EU RF)
- % of referred cases of gender-based and sexual violence against women and children that are investigated and sentenced (FPI RF)

**Other thematic outcome
indicators**

- Extent to which state entities and justice structures allocate resources for the prevention and elimination of all forms of gender-based violence (SI 2.2 amended)
- Extent to which all relevant state actors -such as police, justice sector, social services and health care actors- coordinate actions to end gender-based violence
- Number of legislative actions taken in partner country to

Specific thematic objective 2 (Outcome)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, are agents of change regarding discriminatory social norms, gender stereotypes, and gender-drivers of conflict
--	---

Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • % of women and girls who report feeling or/and experiencing increased safety in private and public spheres (including mobility) • Proportion of women aged 20-24 years who were married or in a union before age 15 and before age 18 (SDG 5.3.1) • Proportion of people who think it is justifiable for a person to subject an intimate partner to violence, by gender and age of the respondent (SI 3.1 amended)
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • % of women and girls who express belief that men and boys do not have the right to demand sexual intercourse or other forced sexual acts or any other form of intimate partner violence • Proportion of people who think it is justifiable to subject a woman or girl to FGM, disaggregated at least by sex and age (SI 3.2 amended) • % of men and boys who acknowledge that gender-based violence is not acceptable • Number of actions on preventive intervention and treatment programmes for perpetrators of gender-based violence to stop recidivism • Number of community and religious leaders who publicly condemn gender-based violence, disaggregated at least by sex • Number of policy-makers who publicly condemn gender-based violence, disaggregated at least by sex • Number of media representatives and influencers who publicly condemn gender-based violence, disaggregated at least by sex

Specific thematic objective 3 (Outcome)	Women, men, girls and boys in all their diversity, who experience sexual and gender-based violence have increased access to essential services and protection
--	--

Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • % of women, including those facing intersecting and multiple forms of discrimination, who report experiencing physical or sexual violence who seek help, by sector i.e. (a) government services and civil society services; or (b) social welfare, legal aid, housing/shelter, police protection (SI 4.1 amended) • % of gender-based violence cases reported to the police, brought to court which resulted in the perpetrators being sentenced, disaggregated at least by sex • Extent to which partner country institutions' capacities to fight gender-based violence are increased
--	--

⁴¹ Commission victims' rights strategy. Gender Equality Strategy, p.4.

Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of cases of SGBV reported to the police, per year, disaggregated at least by sex % of gender-based violence cases reported to the police, per year, disaggregated at least by sex % of gender-based violence cases reported to the police that are brought to court, per year, disaggregated at least by sex Number of cases of gender-based online violence, harassment and cyber-bullying targeting women, men, girls and boys, in all their diversity, reported to the police, per year, disaggregated at least by sex Number of adequate, easily accessible and protected shelters for victims of gender-based violence available
Specific thematic objective 4 (Outcome)	The rights of every individual to have full control over, and decide freely and responsibly on matters related to their sexuality and sexual and reproductive health and rights, free from discrimination, coercion and violence, is promoted and better protected⁴²
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of women, men and adolescents of reproductive age using modern contraception methods with EU support (EU RF 2.6⁴³) Number of countries with laws and regulations that guarantee full and equal access to women and men aged 15 years and older to sexual and reproductive health care, information and education (SDG 5.6.2), disaggregated at least by sex Proportion of women aged 15-49 who make their own informed decisions regarding sexual relations, contraceptive use and reproductive health care (SDG 5.6.1) Extent to which comprehensive sexuality education is integrated in public education curricula Extent to which partner country legislation protecting every individual's sexual and reproductive health and rights is introduced/strengthened in partner countries
Other thematic outcome indicator	
Specific thematic objective 5 (Outcome)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, trafficked for all forms of exploitation have improved access to adequate and quality services for socio-economic integration and psycho-social support
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of victims/survivors of human trafficking who access support services for socio-economic integration and psycho-social support, disaggregated at least by sex
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> % of trafficking victims/survivors who were interviewed by a police officer that have taken part in victim-centred training,

⁴² As agreed in accordance with the International Conference on Population and Development and the Beijing Platform for Action and the outcome documents of their review conferences.

⁴³ As per the SWD 444(2018) final, all EURF indicators include "with EU support" in their formulation so this is reproduced here. In line with the contribution approach explained in the introduction, the same is understood for the remaining GAPIII indicators.

Specific thematic objective 6 (Outcome)	<p>Women, men, girls and boys, in all their diversity, are better protected from sexual and gender-based violence in fragile and humanitarian crisis situations</p> <ul style="list-style-type: none"> • disaggregated at least by sex • % of trafficking victims/survivors who were interviewed in a safe, private, examination room, disaggregated at least by sex • Number of measures taken by government (i.e. protection, prevention, prosecution of traffickers, coordination and cooperation among key actors, knowledge) to combat trafficking in human beings
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Extent to which measures supported by the EU to prevent and combat sexual and gender-based violence in situations of fragility and conflict are effective in preventing sexual and gender-based violence and providing services to survivors • Extent to which local counterparts (security and justice institutions among others) act to prevent and combat sexual and gender-based violence • Extent to which EU contribution systematically supports the mitigation of sexual and gender-based violence risks in its humanitarian aid operations
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Number of refugees in partner country who receive government and civil society services, disaggregated at least by sex • Extent to which the law enforcement, security forces or justice institutions recognise and integrate a gender perspective into their responses • Extent to which local counterparts' policies or actions are contributing at increasing the number of women employed in law enforcement, security forces or justice institutions
Specific Objective 7 (Outcome)	<p>Women's rights organisations, social movements and other civil society organisations are influential in ending gender-based violence</p> <ul style="list-style-type: none"> • Extent of use of social accountability mechanisms by civil society in partner country in order to monitor and engage in ending violence against women and girls (SI 6.2) • Number of coordinated actions by women's rights organisations, autonomous social movements and relevant civil society organisations in partner country to advocate jointly on ending violence against women and girls (SI 6.1) • Extent to which women civil society organisations working on violence against women and girls⁴⁴ have been engaged on policy development and / or implementation of the action (FPI RF) • Number of grassroots civil society organisations benefiting from (or reached by) EU support (EU RF)

⁴⁴ Terminology used under FPI results framework.

Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of women's rights organisations, autonomous social movements and civil society organisations, including those representing young people and groups facing intersecting forms of discrimination / marginalisation in a partner country, report having greater influence and agency to work on ending gender-based violence (SI 6.3) Extent to which organisations led by women and girls are effective in driving social change related to ending gender-based violence % of women's rights organisations that are providing services to address sexual and gender-based violence that have appropriate state funding following EU support
Specific Objective 8 (Outcome)	Quality, disaggregated and globally comparable data on different forms of gender-based violence and harmful practices are increasingly collected and used to inform laws, policies and programmes
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which partner country national statistics office, police, justice sector, healthcare institutions and others collect quality, globally comparable and at least disaggregated by sex data annually in line with international standards, on the prevalence and incidences of gender-based violence, and harmful practices where relevant Extent to which data collection on the prevalence and incidence of gender-based violence is coordinated among key actors Extent to which data on the prevalence and incidence of gender-based violence is analysed and published at national and/or decentralized levels
Other thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which data on the prevalence and incidence of gender-based violence inform policy- and decision-making
Thematic area of engagement - Promoting sexual and reproductive health and rights⁴⁵	
Overall thematic objective (Impact)	Women and girls in all their diversity access universal health and fully enjoy their health and sexual and reproductive rights
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of women of reproductive age (aged 15–49 years) who have their need for family planning satisfied with modern methods (SDG 3.7.1) Adolescent birth rate (aged 10–14 years; aged 15–19 years) per 1,000 women in that age group (SDG 3.7.2) Proportion of births attended by skilled health personnel (SDG 3.1.2) Prevalence of undernourishment (SDG 2.1.1)⁴⁶, disaggregated at least by sex

⁴⁵ A life-long approach is promoted.

⁴⁶ For specific thematic objective and indicators on this impact indicator please see 'thematic area of engagement: Promoting economic and social rights and empowering girls and women', thematic objective 10.

Specific thematic objectives (Outcomes)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Enabled legal, political and societal environment allowing women and girls to access quality sexual and reproductive health (SRHR) care and services and protecting their sexual and reproductive rights 2. Improved access for every individual to sexual and reproductive health care and services, including family planning services, information and education on sexual and reproductive rights
Specific thematic objective 1 (Outcome)	Enabled legal, political and societal environment allowing women and girls to access quality sexual and reproductive health (SRHR) care and services and protecting their sexual and reproductive rights
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Number of countries with laws and regulations that guarantee full and equal access to women and men aged 15 years and older to sexual and reproductive health care, information and education (SDG 5.6.2), disaggregated at least by sex
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Extent to which SRHR-sensitive policies, strategies and programmes introduced by partner government on: a) ending harmful practices e.g. child marriage and female genital mutilation; b) adolescent SRHR; c) comprehensive sexuality education; d) family planning; e) removal of third parties consent for contraception; f) control of sexually transmitted infections including HIV and AIDS; g) cancer screening • Extent to which the gender equality policy or similar for sexual and reproductive health care and services is implemented • Extent to which the gender equality policy or similar for sexual and reproductive health care and services is monitored and evaluated • Extent to which communities stigmatize women and girls with SRHR problems⁴⁷ • Number of men and boys engaging in government or civil society SRHR actions⁴⁸
Specific thematic objective 2 (Outcome)	Improved access for every individual to sexual and reproductive health care and services, including family planning services, information and education on sexual and reproductive rights
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Number of women, men and adolescents of reproductive age using modern contraception methods with EU support (EURF 2.6) • Proportion of women aged 15–49 years who make their own informed decisions regarding sexual relations, contraceptive use and reproductive health care (SDG 5.6.1)
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • % of young people receiving comprehensive sexuality education, disaggregated at least by sex • Number of women, men, adolescents, in all their diversity, with increased access to sexual and reproductive health care and

⁴⁷ Specifics to be tracked include: stigmatisation of pregnant teenagers, women with fistula, rape survivors, and women living with infertility, HIV, or mental health problems.

⁴⁸ Specifics to be tracked include: partners involved in family planning, couples counselling, STI tests, delivery plans, accompanying to antenatal care, peer education or mass campaigns.

services

- Extent to which the gender equality policy or similar for sexual and reproductive health care and services is implemented

Thematic area - Promoting economic and social rights and empowering girls and women

Overall thematic objective (Impact)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, fully enjoy and exercise their equal economic, labour and social rights
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Employment rate, disaggregated at least by sex • Percentage distribution of employed population by sector, disaggregated at least by sex • Proportion of informal employment in non-agriculture employment, disaggregated at least by sex • Proportion of time spent on unpaid domestic and care work, by sex, age and location (note: separate domestic work and care work, if possible) (SDG 5.4.1) • Average income of small-scale food producers, by sex and indigenous status. (SDG 2.3.2) • Transition rate to higher education, disaggregated at least by sex • Proportion of women in managerial positions (SDG 5.5.2) • Mortality rate attributed to unsafe water, unsafe sanitation and lack of hygiene (exposure to unsafe water, sanitation and hygiene for all (WASH) services) (SDG 5.9.2) • Health worker density and distribution (SDG 3.c.1) • Maternal mortality ratio (SDG 3.1.1) • Under-five mortality rate (SDG 3.2.1), disaggregated at least by sex • Prevalence of undernourishment (SDG 2.1.1), disaggregated at least by sex
Specific thematic objectives (Outcomes)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Increased access for women, in all their diversity, to decent work, including women's transition to the formal economy and coverage by non-discriminatory and inclusive social protection systems 2. Improved policy, legal framework and access to care services enabling equal division of domestic and care work between women and men 3. Increased access for women in all their diversity to financial services and products, and productive resources 4. Women in all their diversity have improved access to entrepreneurship opportunities, including social entrepreneurship, alternative livelihoods and strengthened participation in the green and circular economy 5. Improved access for women in all their diversity to managerial and leadership roles in social and economic sectors and fora 6. Reduction in gender disparities in enrolment, progression and retention at all levels of education and lifelong learning for women, men, girls and boys⁴⁹

⁴⁹ This includes access to science, technology, engineering, mathematics (STEM) and digital education and training.

	<ol style="list-style-type: none"> 7. Improved regulatory framework for ensuring equal access to universal and public quality preventive, curative and rehabilitative physical and mental health care services for women, men, girls and boys, in all their diversity, including in crisis situations 8. Improved access to safe water and sanitation facilities, disaggregated at least by sex 9. Public health systems have sufficient and sustained financing to address the health needs of women and girls in all their diversity 10. Women, men, girls and boys, in all their diversity, have improved nutrition levels
Specific thematic objective 1 (Outcome)	Increased access for women in all their diversity to decent work in non-traditional, in particular science, technology, engineering, mathematics (STEM), and female-dominated sectors, including women's transition to the formal economy and coverage by non-discriminatory and inclusive social protection systems
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Level of national compliance with labour rights (freedom of association and collective bargaining) based on International Labour Organisation (ILO) textual sources and national legislation, by sex and migrant status (SDG 8.8.2) • Number of measures in place in partner countries to protect the rights of women workers, including domestic workers, and their access to decent work and social security [e.g. ratification and implementation of CEDAW, ILO fundamental conventions⁵⁰ and C190 on Violence and Harassment in the World of Work and C189 on Domestic Workers.] • Proportion of population covered by social protection floors/systems, by sex, distinguishing children, unemployed persons, older persons, persons with disabilities, pregnant women, newborns, work-injury victims and the poor and the vulnerable (SDG 1.3.1) • Extent to which the partner country's gender equality and decent work policy is implemented
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Extent to which the partner country's labour market policy is informed by sector-specific gender analysis • Extent to which the partner country's gender equality aspects of the labour market policy is monitored and evaluated • Number of government programmes implemented to improve women's ability to benefit from employment and entrepreneurship opportunities, including social entrepreneurship, offered by the digital transformation • Number of women and men who report gender-based discrimination at work in the last 12 months, at least disaggregated by sex

⁵⁰ Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87), Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98), Forced Labour Convention, 1930 (No. 29) (and its 2014 Protocol P029), Abolition of Forced Labour Convention, 1957 (No. 105), Minimum Age Convention, 1973 (No. 138), Worst Forms of Child Labour Convention, 1999 (No. 182), Equal Remuneration Convention, 1951 (No. 100), Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111).

Specific thematic objective 2 (Outcome)	Improved policy, legal framework and access to care services enabling equal division of domestic and care work between women and men
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which legislation is in place to foster paid maternity, paternity and parental leave Extent to which policies and measures are in place to regulate paid maternity, paternity and parental leave, including in the context of COVID-19 recovery plans Extent to which provision of care services, infrastructure and social protection policies allow an equal division of domestic and care work between men and women Extent to which shared responsibilities of domestic and care work within the household and the family are promoted
Other thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> N/A
Specific thematic objective 3 (Outcome)	Increased access for women in all their diversity to financial services and products, and productive resources
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of countries where the legal framework (including customary law) guarantees women's equal rights to land ownership and/or control (SDG 5.a.2) Number of policy, regulatory or legal reforms adopted to support women's employment and entrepreneurship, such as in terms of ownership and land rights, inheritance, mobility, access to identification Number of relevant actors (private sector companies, ministries, etc.) influenced to adopt processes to improve women's economic empowerment / to remove barriers to market access for women in a given sector (FPI RF) Number of practices aimed at removing barriers preventing women from market access, investment and business development (FPI RF) Number of beneficiaries, disaggregated at least by sex, with access to financial services: a) firms, b) individuals (EU RF 2.13)⁵¹
Other thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which measures are in place to facilitate women and men's ownership of an individual bank account, disaggregated at least by sex Extent to which migrant women are supported to contribute to the sustainable development of countries of origin through remittances, skills and knowledge
Specific thematic objective 4 (Outcome)	Women in all their diversity have improved access to entrepreneurship opportunities, including social entrepreneurship, and alternative livelihoods and strengthened participation in the green and circular economy

⁵¹ This is an output indicator and not an outcome indicator. It was included here for its importance as regards GAP III and the availability of aggregated data.

OUTILS OPÉRATIONNELS POUR L'ÉGALITÉ DE GENRE ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES, DES FILLES ET DES FILLETTES: MANUEL POUR L'ANALYSE DE GENRE	
Key thematic outcome indicators <ul style="list-style-type: none"> Number of gender-responsive policies approved by partner government in the green economy sector Number of gender-responsive policies approved by partner government in the circular economy sector Other thematic outcome indicators <ul style="list-style-type: none"> Number of women beneficiaries of business development services who registered their own business, including social enterprises <ul style="list-style-type: none"> In general In the green economy sector In the circular economy sector Number of gender responsive programmes by partner government that increase access for women and girls to safe, affordable, accessible and sustainable public transport in rural and urban areas 	
Specific thematic objective 5 (Outcome) <p>Improved access for women in all their diversity to managerial and leadership roles in social and economic sectors and fora</p>	
Key thematic outcome indicators <ul style="list-style-type: none"> % of women nominated to senior level positions in public sector (e.g. ministries of finance, economic planning, business development) % of women nominated to senior level positions in private sector (e.g. investment boards / fund management teams, corporate boards, CEOs, business associations, chambers of commerce, cooperative boards, professional bodies, etc.) Proportion of women in high level negotiation and mediation fora (peace, trade, investment, post-conflict and distribution) (FPI RF) Other thematic outcome indicators <ul style="list-style-type: none"> Extent to which gender norms regarding leadership are challenged to enhance women's access to leadership positions Extent of participation by women and by women's rights organisations in social dialogue Extent of leadership of women, girls and women's rights organisations in social dialogue Number of women with increased management and leadership skills through government initiatives (disaggregated by sector – public/private) 	
Specific thematic objective 6 (Outcome) <p>Reduction in gender disparities in enrolment, progression and retention at all levels of education and lifelong learning for women, men, girls and boys</p>	
Key thematic outcome indicators <ul style="list-style-type: none"> Gender parity in school enrolment and primary and secondary completion rates (SDG 4.5.1) Proportion of children and young people (a) in Grades 2/3, (b) at the end of primary and (c) at the end of lower secondary achieving at least a minimum proficiency level in (i) reading and (ii) mathematics (%), by sex (SDG 4.1.1.) Ratio of female to male who have benefitted from Vocational Education and Training / Skills development and other active labour market programmes leading to jobs Proportion of youth and adults with information and communications 	

Other thematic outcome indicators

- technology (ICT) skills, by type of skill, by sex (SDG 4.4.1)
- % of representation of women and men in teaching profession and management
- Extent to which curricula and learning materials are free from discriminatory social norms and gender stereotypes
- Extent to which partner government policy on gender equality in education at all levels is resourced and implemented
- Extent to which partner government policy on gender equality in education is monitored and evaluated
- Extent to which partner government policy provides universal access to at least one year of early childhood education with priority for the most marginalised children
- Extent to which government policy promotes teacher education and teaching practices that are gender-sensitive and inclusive
- Extent to which government policy creates a supportive environment for pregnant girls to remain in, or to return to school
- Extent to which government has implemented infrastructure policies that are supportive of girls' school attendance, such as safe schools close to where children live or affordable school transport
- Extent to which government legislation and its implementation support and deliver accessible infrastructure and materials for girls and boys children with special needs, e.g. children with disabilities
- % of pupils whose learning has been assessed in a timely manner according to the national learning assessment framework
- Proportion of population in a given age group achieving at least a fixed level of proficiency in functional (a) literacy and (b) numeracy skills, by sex (SDG 4.6.1)
- Completion rate (primary education, lower secondary education, upper secondary education), by sex (SDG 4.6.1 amended)
- Number of teachers trained on inclusive gender-sensitive education of management staff working in the public education sector who are women (disaggregated by level – school, district or national level)
- Existence of child-friendly, accessible and accountable school mechanisms and systems to take action on reported cases of school related gender based violence
- % of students who have benefited from vocational education and training / skills development and other active labour market programmes leading to jobs; disaggregated at least by sex
- Extent to which appropriate policies and measures are implemented by government to improve the access of girls and women to inclusive and quality education, including STEM fields and quality digital education and training
- % of girls having access to and using distance digital learning tools during crises such as the one caused by COVID-19
- % of representation of women and men in research careers

Specific thematic objective 7 (Outcome)	Improved regulatory framework for ensuring equal access to universal and public quality preventive, curative and rehabilitative physical and mental health care services for women, men, girls and boys in all their diversity, including in fragile and humanitarian crisis affected contexts
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which specific measures are in place to recognise and timely address girls and women's health and protection needs in humanitarian, vulnerable, fragile, crisis and conflict affected contexts, and of global crises like the pandemic caused by the COVID-19 virus⁵² Extent to which government gender equality policy for the healthcare sector is implemented
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which the gender equality policy for the healthcare sector is informed by a sector-specific, and context-specific, gender analysis, Extent to which government gender equality policy for the healthcare sector is monitored and evaluated Number of women, men, girls and boys benefiting from national mental and psycho-social services in all contexts, including in humanitarian, vulnerable, fragile, crisis and conflict affected settings
Specific thematic objective 8 (Outcome)	Improved access to safe water and sanitation facilities
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of individuals with access to improved drinking water source and/or sanitation facility with EU support (EU RF 2.8) Proportion of population using safely managed drinking water services (SDG 6.1.1) Extent to which Schools monitor the provision of safe water and sanitation facilities for menstrual hygiene management
Other thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of population using (a) safely managed sanitation services and (b) a hand-washing facility with soap and water (SDG 6.2.1)
Specific thematic objective 9 (Outcome)	Public health systems have sufficient and sustained financing to address the health needs of women and girls in all their diversity
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Coverage of essential health services (SDG 3.8.1)
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of gender-responsive health service reforms implemented by government Number of individuals with improved access to health services, disaggregated at least by sex

⁵² For example, timely analysis of women's health needs and interests, presence of women's health expertise, gender-responsive policy, strategy, plan, implementation and monitoring.

Specific thematic objective 10 (Outcome)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, have improved nutrition levels
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of food insecure people receiving EU assistance (EU Result Framework 2.1) Number of women of reproductive age, adolescent girls and children under 5 reached by nutrition-related interventions supported by the EU (EU RF 2.2)
Other thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> N/A
Thematic area of engagement - Promoting equal participation and leadership	
Overall thematic objective (Impact)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, participate equally in decision-making processes, in all spheres and at all levels of political and public life, including online, to take on leadership roles, to enjoy and exercise their human rights and seek redress if these rights are denied.
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of seats held by women in (a) national parliaments and (b) local governments (SDG 5.5.1, EU RF 1.8) Proportion of women in managerial positions (SDG 5.5.2)
Specific thematic objectives (Outcomes)	<ol style="list-style-type: none"> Enabling conditions created for equal participation of women, men, girls and boys, in all their diversity, in decision-making Women and girls, in all their diversity, have improved access to justice to safeguard their civil and political rights Women's organisations, other CSOs and women human rights defenders working for gender equality and women's and girls' empowerment and rights work more freely and are better protected by law Equitable social norms, attitudes and behaviours promoting equal participation and leadership fostered at community and individual levels – through civic education, media, education and culture at all levels Improved systems for collecting quality, disaggregated and globally comparable data on women's political participation and leadership
Specific Objective 1 (Outcome)	Enabling conditions created for equal participation of women, men, girls and boys, in all their diversity, in decision-making
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of specific actions taken by partner country government (such as quota systems or other similar measures) to address discriminatory practices and improve women's representation in parliament and government institutions and decision-making

Other thematic outcome indicators

- positions, at regional, national and local level
- Proportion of countries with systems to track and make public allocations for gender equality and women's empowerment (SDG 5.c.1)
- Extent to which female leaders influence policy and decision-making, including in conflict-affected contexts
- Extent to which local and national media portray positive images of women and girls in political and public life
- Number of reforms and specific measures taken by the national parliament and parliamentary committees to implement existing gender equality and women's empowerment policy commitments on women's participation in decision-making
- Number of reforms and specific measures taken by local authorities to implement existing policy commitments on women's and girls' participation in decision-making
- Number of reforms and specific measures taken by government monitoring bodies to monitor the implementation of existing policy commitments on women's and girls' participation in decision-making

Specific thematic objective 2 (Outcome)

Women and girls, in all their diversity, have improved access to justice to safeguard their civil and political rights

Key thematic outcome indicators

- Whether or not legal frameworks are in place to promote, enforce and monitor equality and non-discrimination on the basis of sex (SDG 5.1.1)
- Extent to which legislation is revised to remove gender-discriminatory clauses on family, divorce, custody of children, inheritance, employment, pay, social security, ownership of assets, land etc.

Other thematic outcome indicators

- % of the population who perceive the overall quality of justice dispensed as good or very good, disaggregated at least by sex
- Proportion of population reporting having personally felt discriminated against or harassed in the previous 12 months on the basis of a ground of discrimination prohibited under international human rights law (SDG 16.b.1)
- Number of consultations by partner government at national and local level with women's rights organisations engaged in law reform advocacy

Specific thematic objective 3 (Outcome)

Women's organisations, other CSOs and women human rights defenders working for gender equality and women's and girls' empowerment and rights work more freely and are better protected by law

Key thematic outcome indicators

- Number of victims of human rights violations, disaggregated at least by sex, directly benefiting from assistance funded by the EU (EU RF)⁵³

⁵³ This is an output indicator and not an outcome indicator. It was included here for its importance as regards GAP III and the availability of aggregated data.

	<ul style="list-style-type: none"> Number of women human rights defenders who have received EU Support⁵⁴ Number of laws and policies where recommendations made by women's rights organisations have been taken on board by regional, national and local government bodies during the drafting or revision process, including in conflict-affected contexts Extent to which women's rights organisations, feminist organisations and other CSOs, peacebuilders and women human rights defenders working for gender equality and women's and girls' empowerment and rights are able to work independently without fear of their safety and security
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which human rights violations against women, men, girls and boys are reported in local and national media, disaggregated by sex Extent to which reports in local and national media on human rights violations against women, men, girls and boys are free from social norms and gender-stereotypes Number of women's rights organisations, peacebuilding organisations, feminist organisations, and women human rights defenders' organisations who participated in consultations around new policies and draft legislation with the regional, national and local government/state actors
Specific thematic objective 4 (Outcome)	Equitable social norms, attitudes and behaviours promoting equal participation and leadership by women and men fostered at community and individual levels – through education, media, culture and sports
Key thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which local and national media challenge discriminatory social norms and gender stereotypes about women's and girls' participation and leadership Extent to which women and girls are visible and portrayed as equal contributors to society in the media, literature, cultural and sports arenas Extent to which local and national leaders and influencers, including traditional, religious and community leaders, engage in initiatives to challenge and change social norms and discriminatory gender stereotypes
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> % of parents who believe it is acceptable to talk to their children about menstruation, disaggregated at least by sex Extent to which instances of gender-based discrimination are covered in local and in national media Existence of media observatory, whose remit includes monitoring and recording coverage of women's and girls' participation and leadership
Specific thematic objective 5 (Outcome)	Improved systems for collecting quality, disaggregated and globally comparable data on women's political participation and leadership

⁵⁴ *Idem*



Key thematic outcome indicators

- Number of countries that have up-to-date data on: a) voters, and b) candidates standing for election at local and national levels, disaggregated at least by sex
- Existence of up-to-date data available, on: a) women in politics, and b) violence (including online violence) and abuse faced by women in politics and public life at regional, national and local levels

Thematic area of engagement – Integrating the women, peace and security agenda

This table presents the objectives, fulfilment criteria, specific outcomes and the related thematic indicators of the EU Action Plan on WPS. The same indicator[s] can be found under the multiple objectives to which it/they may relate/contribute. For each objective, the WPS Indicators integrated in Part I are also indicated. The full Table of the WPS Action Plan Indicators, as they were included in the original **EU Action Plan on Women, Peace and Security/WPS (2019-2024)** is also attached in ANNEX at the end of this SWD.

Objective 1	Participation
Fulfilment criteria	<ul style="list-style-type: none"> • Formal and informal institutional factors are identified and addressed that are preventing women from being included and/or equitably and meaningfully participating, as well as from reaching leadership positions, in all conflict-related settings, as well as in all areas related to peace and security in the EU institutions. • Structural obstacles to women's meaningful and equitable participation and to their contributions to all actions related to prevention and resolution of conflicts and in post-conflict public life are addressed. • Diplomatic and financial measures are used to promote women's leadership and the balanced representation of men and women from diverse backgrounds in all stages of peace processes.
Indicators	<ul style="list-style-type: none"> • N# and details of institutionalised as well as ad hoc EU-led and/or supported consultations with CSOs, including women's organisations, women activists, regarding implementation of (i) the Strategic Approach, as well as (ii) WPS policies in partner countries. (WPS Ind. 20) <p><i>See in Part 1 WPS indicators 1 and 2</i></p>
Objective 2	Gender Mainstreaming
Fulfilment criteria	<ul style="list-style-type: none"> • Mandatory training on mainstreaming gender perspectives for all staff at HQ, EU Delegations, MS Embassies, etc., including in pre-deployment and pre-posting training, is established. • Expert capacity and capability are available and accessible in EU institutions/services and the EU Member States, to conduct gender analysis and to support the systematic integration of a gender perspective. • Women and girls, together with men and boys, are all included and actively engaged in work and policies aiming for the implementation of the Strategic Approach.

Indicators

- N# of gender focal points/persons with gender-related responsibilities in their job descriptions, and N# of persons that are evaluated against this, in a) EEAS, b) Commission Services, c) EU Delegations, d) CSDP Missions and Operations, and e) EU Special Representatives, including N# of fulltime gender advisors and gender subject matter experts in EU Delegations and CSDP Missions and Operations. (WPS Ind. 3)
- N# and percentage of men and women staff at all levels, a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff, participating in CSDP missions and operations that are trained on WPS. (WPS Ind. 4)
- N# and details of EEAS job descriptions and terms of reference that include Gender Equality and WPS responsibilities. (WPS Ind. 6)
- N# and proportion of staff in the EU and its MS's in counterterrorism, prevention and countering of violent extremism (P/CVE) bodies, who have gender expertise. (WPS Ind. 7)
- N# and details of EU mentoring, advising, and other capacity-building activities on WPS for institutions, such as in the security and judicial systems in conflict settings. (WPS Ind. 8)
- N# of projects/programmes by theme: a) Security (and Justice) Sector Reform [S(J)SR], b) Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR), c) humanitarian aid, d) good governance, e) human rights, f) transitional justice, where a gender perspective is mainstreamed. (WPS Ind. 11)
- N# and proportion of the EU and its MS's national strategies and total annual budget allocated to prevent violent extremism in partner countries, including on drivers and deterrents that target Gender as a principal or significant objective (WPS Ind. 13)
- N# of EU actions on conflict prevention, mediation, peacebuilding, peace negotiations, conflict resolution and reconstruction/rehabilitation that used or were based on, amongst others, gender analysis (WPS Ind. 17)
- Details of activities addressing the different WPS-related impacts of climate change, land degradation, desertification and drought (WPS Ind. 15)
- Provide details of best practices/media stories illustrating the output of Gender- and WPS-related objectives and tasks in mandates and planning documents for CSDP Missions and Operations. (WPS Ind. 30)

Objective 3**Leading by example****Fulfilment criteria**

- The EU uses all available fora to actively promote gender equality and the full implementation of the WPS agenda.
- Adequate, transparent and accessible funding is available for projects and initiatives in relation to WPS, including civil society organisations' work on WPS.

Indicators

- N# and percentage of men and women staff at all levels, a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff, participating in CSDP missions and operations that are trained on WPS. (WPS Ind. 4)

- N# and details of EU mentoring, advising, and other capacity-building activities on WPS for institutions, such as in the security and judicial systems in conflict settings. (WPS Ind. 8)
- Proportion of funded projects and initiatives related to WPS, including for relief and recovery programmes. (WPS Ind. 10)
- Total expenditure and proportion of EU (and its MS) cooperation programmes in partner countries allocated to WPS, gender equality, peace-building and conflict prevention. N# of civil society organizations that participating in such programmes. (WPS Ind. 12)
- N# and proportion of the EU and its MS's national strategies and total annual budget allocated to prevent violent extremism in partner countries, including on drivers and deterrents that target Gender as a principal or significant objective. (WPS Ind. 13)
- N# and details of actions taken to establish and perform gender-responsive leadership and management. (WPS Ind. 18)
- N# and details of actions taken by the diplomatic missions of the EU and its Member States, CSDP Missions and Operations or HQ to address WPS issues raised by local civil society, especially women's organisations. (WPS Ind. 21)
- N# of NAPs or other national policies related to WPS adopted by EU MS and N# of civil society organisations contributing to the formulation, implementation, and evaluation of WPS-related EU and EU-supported NAPs, documents or policies in third countries. (WPS Ind. 22)
- Best practices and challenges, of EU and its Member States policies and initiatives on protection measures and how they affect / benefit women, men, boys and girls refugees or asylum seekers from countries affected by armed conflict. (WPS Ind. 29)

See in Part 1 WPS indicators Ind. 16 and 19

Objective 4	Prevention
Fulfilment criteria	<ul style="list-style-type: none"> • The EU's early-warning mechanisms and subsequent actions are gender-responsive, including to incidence of SGBV. • There is an improved understanding of the root causes of violence against women and girls and of gender-related drivers of conflict and actions are undertaken to counter further relapse, including by strengthening State institutions. • There is systematic monitoring and reporting in place for the prevention of human rights violations against women and girls in conflict, including sexual exploitation and abuse (SEA), harassment including sexual harassment (SH), and other forms of SGBV, including in the context of violent extremism.
Indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion21 of staff trained on conduct and discipline that includes content-related to SEA and harassment including SH, among a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff participating in CSDP missions and operations. (WPS Ind. 5) • N# and proportion of staff in the EU and its MS's in counterterrorism, prevention and countering of violent extremism (P/CVE) bodies,

who have gender expertise. (WPS Ind. 7)

- N# and details of EU capacity-building on WPS in inter alia conflict prevention, peace-building and mediation support to partners and third countries. (WPS Ind. 9)
- N# of projects/programmes by theme: a) Security (and Justice) Sector Reform; b) Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR), c) humanitarian aid, d) good governance, e) human rights, f) transitional justice, where a gender perspective is mainstreamed. (WPS Ind. 11)
- Total expenditure and proportion of EU (and its MS) cooperation programmes in partner countries allocated to WPS, gender equality, peace-building and conflict prevention. N# of civil society organizations that participating in such programmes. (WPS Ind. 12)
- N# and proportion of the EU and its MS's national strategies and total annual budget allocated to prevent violent extremism in partner countries, including on drivers and deterrents that target Gender as a principal or significant objective. (WPS Ind. 13)
- Details of activities addressing the different WPS related impacts of climate change, land degradation, desertification and drought. (WPS Ind. 15)
- N# of EU actions on conflict prevention, mediation, peacebuilding, peace negotiations, conflict resolution and reconstruction/ rehabilitation that used or were based on, amongst others, gender analysis. (WPS Ind. 17)
- N# of reported and investigated cases of all forms of harassment including SH, of, and by, EU staff in line with a survivor-centred approach (WPS Ind. 23)
- N# of EU-supported activities aiming at strengthening the institutional social support and safety systems available for survivors of SGBV and addressing protection of rights and justice responses to SGBV in conflict and post-conflict situations affecting women, girls, men and boys. (WPS Ind. 25)

Objective 5	Protection
Fulfilment criteria	<ul style="list-style-type: none"> • Institutional mechanisms are established to protect and safeguard women's and girls' rights in fragile and conflict-affected contexts. • All deployed EU personnel are trained on addressing conflict-related violence and all other forms of SGBV, SEA, and all forms of harassment, including SH. • EU rules, procedures and reporting mechanisms on SGBV including SEA and harassment including SH, are readily available and effectively communicated.
Indicators	<ul style="list-style-type: none"> • Proportion⁵⁵ of staff trained on conduct and discipline that includes content-related to SEA and harassment including SH, among a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff participating in CSDP missions and operations. (WPS Ind. 5)

⁵⁵ All mentions related to "proportion of" should be understood to relate to the specific circumstances, conditions, timeframes, under which the assessment is being made every time.

<p>Objective 6</p> <p>Fulfilment criteria</p> <p>Indicators</p>	<ul style="list-style-type: none"> • N# of projects/programmes by theme: a) Security (and Justice) Sector Reform; b) Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR). c) humanitarian aid, d) good governance, e) human rights, f) transitional justice, where a gender perspective is mainstreamed. (WPS Ind. 11) • Total expenditure, N# and details of projects/by country that implement support services for SGBV including sexual and reproductive comprehensive health information and healthcare services. (WPS Ind. 14) • N# and details of actions taken by the diplomatic missions of the EU and its Member States, CSDP Missions and Operations or HQ to address WPS issues raised by local civil society, especially women's organisations. (WPS Ind. 21) • Best practices and challenges, of EU and its Member States policies and initiatives on protection measures and how they affect / benefit women, men, boys and girls refugees or asylum seekers from countries affected by armed conflict. (WPS Ind. 29) • N# of reported and investigated cases of all forms of harassment including SH, of, and by, EU staff in line with a survivor-centred approach. (WPS Ind. 23) • N# of reported, investigated and adjudicated cases of sexual exploitation and abuse (SEA) against women, girls, men and boys in line with a survivor-centred approach. (WPS Ind. 24) • N# of EU-supported activities aiming at strengthening the institutional social support and safety systems available for survivors of SGBV and addressing protection of rights and justice responses to SGBV in conflict and post-conflict situations affecting women, girls, men and boys. (WPS Ind. 25)
--	---

women, girls, men and boys. (WPS Ind. 25)

- Total expenditure, N# and details (per country) of projects that implement support services for victims/survivors of SGBV/SEA and where available, and in line with a survivor-centred approach, N# of victims/survivors reached with these projects (WPS Ind. 26)
- N#, proportion and country of origin of female and male asylum seekers who have obtained the status of refugee or benefit from subsidiary protection in the EU. (WPS Ind. 27)
- N# and details of support provided for refugee and asylum-seeking women's and girls' economic and social empowerment in the country of origin, in refugee camps, in transit or the country of destination. (WPS Ind. 28)

Thematic area of engagement – Addressing the challenges and harnessing the opportunities offered by the green transition and the digital transformation

Climate change and environment

Overall thematic objective (Impact)	Women in all their diversity influence decision-making processes on environmental conservation and climate change policies and actions
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> • % of women in managerial positions in all sectoral, climate, environment and civil protection related ministries or institutions, electricity authorities, energy boards, regulating authorities, utilities, renewable energy agencies, etc. • % of women entrepreneurs in the green economy or circular economy
Specific thematic objectives (Outcomes)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Increased participation of women and girls in all their diversity in decision-making processes on environment and climate change issues 2. Strategies and agreements on climate mitigation, adaptation, disaster risk reduction and sustainable management of natural resources and biodiversity are more gender-responsive, at local, national, regional and international level 3. Women, men, girls and boys, in all their diversity, addressing climate change in their daily lives and preserving the natural environment are recognised and valued 4. Women and men in all their diversity, increasingly participate in and have improved access to jobs, entrepreneurship opportunities and alternative livelihoods in the green economy and the circular economy
Specific thematic objective 1 (Outcome)	Increased participation of women and girls in all their diversity in decision-making processes on environment and climate change issues
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> • Number of women, men, girls and boys, in all their diversity, activists and environmental rights defenders acting as agents of change

Other thematic outcome indicators

on fighting climate change and pursuing environmental justice, at local, national and regional level, disaggregated at least by sex

- Extent to which women, men, girls and boys and their civil society organisations and activists are able to influence strategies on climate mitigation, adaptation, disaster risk reduction and sustainable management of natural resources and biodiversity, on local, national and regional levels, disaggregated at least by sex
- Proportion of women in national parliamentary committees dealing with climate action and environment justice
- Number of women, men, girls and boys, in all their diversity, participating equally in public planning and consultation meetings on local and national levels, disaggregated at least by sex
- Number of women, men, girls and boys, in all their diversity, participating in events on climate action and environment justice, disaggregated at least by sex and possibly disaggregated by role: participant or speaker

Specific thematic objective 2 (Outcome)

Strategies and agreements on climate mitigation, adaptation, disaster risk reduction and sustainable management of natural resources and biodiversity are more gender-responsive, at local, national, regional and international level

Key thematic outcome indicators

- Number of proposed for adoption climate change adaptation and mitigation policies (including nationally determined contributions), and environment protection strategies and plans (including energy policies/ strategies) that include gender equality objectives, in line with the United Nations framework convention on climate change (UNFCCC) gender action plan
- Extent to which proposed for adoption climate change adaptation and mitigation policies, and environmental protection strategies and plans (including energy policies/ strategies) are based on a gender analysis of risk, need, demand, barriers, and supply

Other thematic outcome indicators

- Extent to which climate and environmental policies, strategies, plans are based on risk and vulnerability assessments, and on gender and conflict analysis of the different impacts of climate change and environmental degradation on women and men
- Existence of national targets on access to clean cooking solutions as part of the energy policy framework
- Extent to which declarations and policy documents on climate change and environment at multilateral level contain specific actions to include women in the decision-making processes
- Number of sectoral gender action plans drafted and implemented by the relevant ministries in partner country
- Availability of quality data in the environmental protection sector, disaggregated at least by sex
- Availability of a monitoring, reporting and verification system, which includes an obligation to report on gender
- Number of gender audits carried out in relevant ministries in partner country

Specific thematic objective 3 (Outcome)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, addressing climate change in their daily lives and preserving the natural environment are supported
--	--

Key thematic outcome indicators

- Number of changes in legislation or new laws or amendments adopted in partner country to enshrine the equal access to property, including land, credit and inheritance rights of women and girls
- Extent to which women and girls exercise choice and control over opportunities and resources in disaster risk reduction, recovery and reconstruction contexts
- Number of women with increased training, financial resources, technology or other resources for sustainable and safe food production, sustainable energy, sustainable transport, and clean water sources, for family consumption or for productive uses

Other thematic outcome indicators

- Extent to which inclusive disaster risk reduction policies are being implemented by partner government
- Extent to which women's equal rights to landownership and inheritance are respected in practice
- Number of women, men, girls and boys equally provided with access to sustainable energy services, disaggregated at least by sex
- % of women-led households with access to clean cooking facilities
- Number of environmental human rights activists who can work freely, disaggregated at least by sex
- Proportion of population with primary reliance on sustainable or clean fuels and technology (SDG 7.1.2) – disaggregated at least by sex
- Number of women and girls reached by programmes aimed at strengthening individual resilience and safety in the face of disasters (swimming lessons, emergency drills and exercises)⁵⁶

Specific thematic objective 4 (Outcome)	Women in all their diversity increasingly participate in and have improved access to jobs, entrepreneurship opportunities in the green economy and the circular economy
--	--

Key thematic outcome indicator

- Number of women and men headed enterprises receiving credit, micro-credit/financial services, disaggregated at least by sex
- % of women in managerial positions in enterprises in the green economy and the circular economy

Other thematic outcome indicators

- % of women and men workers in each stage of the value chain of a product related to green technologies or the circular economy, disaggregated at least by sex
- Number of individuals benefiting from access to government investment covering weather-related losses or other risk reduction measures, disaggregated at least by sex
- % of publicly-tendered government contracts related to environment, climate change and sustainable energy won by

⁵⁶ This indicator is an output indicator but has been included here for being particularly relevant for some European Commission Services, such as ECHO.

Digitalisation

Overall thematic objective (Impact)	Women, men, girls and boys, in all their diversity, can equally participate in shaping the digital world of tomorrow
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> Proportion of young people and adults with information and communications technology (ICT) skills, by type of skill (SDG 4.4.1) Proportion of individuals who own a mobile telephone, disaggregated at least by sex (SDG 5.b.1)
Specific thematic objectives	<ol style="list-style-type: none"> Women, men, girls and boys, in all their diversity, participate equally in policy- and decision-making for the digital world, on local, national, regional and international levels, and are represented in these policies and decisions Women, men, girls and boys in all their diversity have equal access to affordable and secure broadband, technology and digital tools Women, men, girls and boys are equally provided with and using equally public digital literacy Women, men, girls and boys in all their diversity participate fully and equally in the digital economy
Specific thematic objective 1 (Outcome)	Women, men, girls and boys in all their diversity participate equally in policy- and decision-making for the digital world, on local, national, regional and international levels, and are represented in these policies and decisions
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of women's organisations and networks with increased capacity to participate in discussions on gender-responsive ICT policies and plans Number of actions, taken by partner government, which contribute to the development of legal or regulatory frameworks governing online abuse, violence and bullying
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> % of women participating as high-level speakers in EU events/ forums where ongoing and future policy and strategy related to the digital world are discussed Extent to which legal or regulatory framework in partner country enabling survivors of online violence and their family to seek legal and other support services are in place Number of declarations and policy documents at UN and ILO levels which include specific actions to address the digital gender gap

Specific thematic Objective 2 (Outcome)	Women, men, girls and boys in all their diversity have equal access to affordable and secure broadband, technology and digital tools
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of people with access to Internet with EU support (disaggregated by sex, geographic region, urban/rural, age group, and type of connection, i.e. mobile or fixed) (EU RF)
Thematic impact indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which time-bound targets to overcome gender and poverty divides in Internet use are in place in national ICT strategies or broadband plans Number of households with access to fixed broadband connectivity, disaggregated by sex of the head of household Number of people with access to mobile broadband connectivity disaggregated at least by sex % of women and men that have and use an account at a bank or other financial institution or with a mobile-money-service provider, disaggregated at least by sex % of students using Internet and Educative Media at least once a week, disaggregated at least by sex Number of government actions in partner country seeking to improve the collection, analysis and use of sex-disaggregated ICT data
Specific thematic objective 3 (Outcome)	Women, men, girls and boys are equally provided with and using equally public digital literacy
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of people who have benefited from institution or workplace-based vocational education and training/skills development interventions supported by the EU (EU RF 2.15)
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Extent to which partner government ministry of education acts to challenge and address discriminatory gender stereotypes in digital education and training Number of measures taken by partner country government to improve the access of women, men, girls and boys, in all their diversity, to basic digital education and training, disaggregated at least by sex
Specific thematic objective 4 (Outcome)	Women, men, girls and boys in all their diversity participate fully and equally in the digital economy⁵⁷
Key thematic outcome indicator	<ul style="list-style-type: none"> Number of digital start-up enterprises led by women who benefit from financial support and/or training
Other thematic outcome indicators	<ul style="list-style-type: none"> Number of women accessing services or programme offered by the digital hubs/tech parks, etc. Number of women nominated to top management positions in

⁵⁷ This includes increased access to new economic and entrepreneurial opportunities, career guidance, markets, financing and employment, as well as equal participation and inclusion in the innovation and technology industry, including in the design and development of artificial intelligence.

digital technology

- Number of women, men, girls and boys participating in digital hackathons or other digital start-ups events, disaggregated at least by sex

Full list of indicators from the EU Action Plan on Women, Peace and Security

Nr	Description
1	N# and proportion ⁵⁸ of women mediators, negotiators and technical experts present in formal as well as informal peace processes where the EU and its MS are engaged, with specific mention of those in leadership positions.
2	N# and proportion ²¹ of women in EEAS structures, EU Institutions, CSDP Missions and Operations, and in all EU MS, with specific mention of those in leadership and senior positions such as Heads of diplomatic missions, EU Delegations, and CSDP Missions and Operations; as well as EU staff participating in UN, NATO and OSCE missions and operations at all levels, including military and police staff at all levels.
3	N# of gender focal points/persons with gender-related responsibilities in their job descriptions, and N# of persons that are evaluated against this, in a) EEAS, b) Commission Services, c) EU Delegations, d) CSDP Missions and Operations, and e) EU Special Representatives, including N# of fulltime gender advisors and gender subject matter experts in EU Delegations and CSDP Missions and Operations.
4	N# and percentage of men and women staff at all levels, a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff, participating in CSDP missions and operations that are trained on WPS.
5	Proportion ²¹ of staff trained on conduct and discipline that includes content-related to SEA and harassment including SH, among a) EU HQ b) diplomatic staff, c) civilian staff and d) military staff participating in CSDP missions and operations.
6	N# and details of EEAS job descriptions and terms of reference that include Gender Equality and WPS responsibilities.
7	N# and proportion ²¹ of staff in the EU and its MS's in counterterrorism, prevention and countering of violent extremism (P/CVE) bodies, who have gender expertise.
8	N# and details of EU mentoring, advising, and other capacity-building activities on WPS for institutions, such as in the security and judicial systems in conflict settings.
9	N# and details of EU capacity-building on WPS in inter alia conflict prevention, peace-building and mediation support to partners and third countries.
10	Proportion ²¹ of funded projects and initiatives related to WPS, including for relief and recovery programmes.

⁵⁸ All mentions related to "proportion of" should be understood to relate to the specific circumstances, conditions, timeframes, under which the assessment is being made every time.

11 N# and details of projects/programmes by theme: a) Security (and Justice) Sector Reform [S(J)SR], b) Disarmament, Demobilisation and Reintegration (DDR), c) humanitarian aid, d) good governance, e) human rights, f) transitional justice, where a gender perspective is mainstreamed.

12⁵⁹ Total expenditure and proportion²¹ of EU and its MS's cooperation programmes in partner countries allocated to WPS, gender equality, peace-building and conflict prevention. N# of civil society organizations that participating in such programmes

13 N# and proportion²¹ of the EU and its MS's national strategies and total annual budget allocated to prevent violent extremism in partner countries, including on drivers and deterrents that target Gender as a principal or significant objective.

14 Total expenditure, N# and details of projects/by country that implements support services for SGBV including sexual and reproductive comprehensive health information and healthcare services.

15 Details of activities addressing the different WPS-related impacts of climate change, land degradation, desertification and drought.

16 N# of statements and commitments made by EU officials concerning WPS, including women's participation in peace processes.

17 N# of EU actions on conflict prevention, mediation, peacebuilding, peace negotiations, conflict resolution and reconstruction/rehabilitation that used or were based on, amongst others, gender analyses.

18 N# and details of actions taken to establish and perform gender-responsive leadership and management.

19 N# and details of EU and its MS's bilateral and regional dialogues that include WPS-related priorities and commitments in outcome documents, conclusions and/or targets, including civil society contributions. N# and details of EU bilateral and multilateral agreements and/or joint activities and programmes on WPS and gender equality with partners *inter alia* UN, AU, NATO, CoE, OSCE, and ASEAN.

20 N# and details of institutionalised as well as ad hoc EU-led and/or supported consultations with CSOs, including women's organisations, women activists, regarding implementation of (i) the Strategic Approach, as well as (ii) WPS policies in partner countries.

21 N# and details of actions taken by the diplomatic missions of the EU and its Member States, CSDP Missions and Operations or HQ to address WPS issues raised by local civil society, especially women's organisations.

22 N# of NAPs or other national policies related to WPS adopted by EU MS and N# of civil society organisations contributing to the formulation, implementation, and evaluation of WPS-related EU and EU-supported NAPs, documents or policies in third countries.

23 N# of reported and investigated cases of all forms of harassment including SH, of, and by, EU staff in line with a survivor-centred approach.

24 N# of reported, investigated and adjudicated cases of SEA against women, girls, men and boys in line

⁵⁹ The scope of application of the indicator includes also women's organisations.

with a survivor-centred approach.

25 N# of EU-supported activities aiming at strengthening the institutional social support and safety systems available for survivors of SGBV and addressing protection of rights and justice responses to SGBV in conflict and post-conflict situations affecting women, girls, men and boys.

26 Total expenditure, #N and details (per country) of projects that implement support services for victims/ survivors of SGBV/SEA and where available, and in line with a survivor-centred approach, #N of victims/ survivors reached with these projects.

27 N#, proportion²¹ and country of origin of female and male asylum seekers who have obtained the status of refugee or benefit from subsidiary protection in the EU.

28 N# and details of support provided for refugee and asylum-seeking women's and girls' economic and social empowerment in the country of origin, in refugee camps, in transit or the country of destination.

29 Best practices and challenges, of EU and its Member States policies and initiatives on protection measures and how they affect / benefit women, men, boys and girls refugees or asylum seekers from countries affected by armed conflict.

30 Provide details of best practices/media stories illustrating the output of Gender- and WPS-related objectives and tasks in mandates and planning documents for CSDP Missions and Operations.

ANNEXE 3. EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ANALYSE DE GENRE

Ci-dessous, voici quelques manuels élaborés par les agences des Nations unies et de l'Union européenne pour effectuer une analyse de genre. La liste n'est pas exhaustive, mais elle donne quelques exemples sectoriels.

Organisation	Boîte à outils	Contenu spécifique
Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)	Boîtes à outils et guides	L'Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE) a produit plusieurs outils faciles à lire et à utiliser qui expliquent les différentes étapes à suivre pour effectuer une analyse de genre. En général, l'EIGE fournit des connaissances, des recherches, des données et des outils pour aider les décideurs politiques à concevoir des mesures inclusives, transformatrices et qui promeuvent l'égalité entre les hommes et les femmes.
ONU Femmes	Boîte à outils d'analyse du genre pour fixer les priorités des objectifs et cibles des ODD	La boîte à outils a trois objectifs : 1) améliorer les connaissances sur les ODD ; 2) améliorer la sensibilité de genre des méthodes analytiques utilisées pour mesurer les ODD ; 3) intégrer les perspectives de genre dans les approches méthodologiques utilisées pour analyser et interconnecter les différents ODD dans le but d'obtenir des stratégies de mise en œuvre efficaces.
ONU Femmes	Analyse de genre dans les secteurs non traditionnels : <ul style="list-style-type: none">• Climat et risques de catastrophes• Finances et assurances• Infrastructure énergétique• Inclusion numérique	Cette publication fait partie d'une série de notes d'orientation sur l'analyse de genre dans les secteurs non traditionnels. Ces guides spécifiques se concentrent sur des thèmes bien définis comme le climat et les risques de catastrophe, les infrastructures énergétiques et l'inclusion numérique.



Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

Boîte à outils pour l'analyse du genre dans l'agriculture et la gestion des ressources naturelles

Cette boîte à outils constitue un guide complet pour la réalisation d'une analyse de genre dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles. Elle explique les différentes étapes pour effectuer une analyse de genre, ainsi que les outils et ressources utiles pour intégrer la dimension de genre dans les politiques, les programmes et les projets dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles.

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Boîte à outils pour l'analyse du genre dans les systèmes de santé

Cette boîte à outils fournit un guide pratique pour intégrer la dimension de genre dans les politiques, les programmes et les services de santé. Elle comprend des outils permettant de réaliser des analyses de genre et de suivre et d'évaluer l'impact des politiques, programmes et services de santé sur la dimension de genre. La boîte à outils souligne l'importance d'impliquer les femmes et les hommes de la population cible dans le processus d'analyse de genre et de garantir que leurs points de vue soient pris en considération.

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Indicateurs sensibles au genre pour les médias

Le document fournit une série d'indicateurs sensibles au genre qui peuvent être utilisés pour le suivi et l'évaluation de l'impact sur le genre des politiques, des programmes et des services dans les médias. En particulier, le document comprend des indicateurs permettant de mesurer l'équilibre entre les hommes et les femmes dans les contenus des médias, la représentation des hommes et des femmes au niveau de la direction des médias et l'information sensible aux questions de genre sur les femmes et les hommes. Le document souligne l'importance d'impliquer les femmes et les hommes de la population cible dans la conception et la mise en œuvre des politiques, programmes et services pour les médias.

Organisation internationale du travail (OIT)

Boîte à outils pour la budgétisation sensible au genre (BSG)

La boîte à outils fournit un guide complet pour l'intégration des considérations de genre dans les processus de budgétisation (budgétisation sensible au genre). Elle comprend des outils permettant d'effectuer une analyse des budgets et des ressources en fonction du genre, afin d'intégrer les questions de genre dans la formulation, l'exécution et le suivi du budget, en le rendant sensible à la dimension de genre. La boîte à outils souligne l'importance d'impliquer les femmes et les hommes de la population cible dans le processus de budgétisation et de renforcer la capacité du personnel et des partenaires à préparer un budget qui satisfait les exigences de genre.

ANNEXE 3. EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES EN MATIÈRE D'ANALYSE DE GENRE

ANNEXE 4. OUTILS POUR LA COLLECTE DE DONNÉES POUR L'ANALYSE DE GENRE.

La collecte de données peut être réalisée au moyen de différentes méthodologies, telles que des entretiens individuels structurés ou semi-structurés, des sondages et des groupes de discussion. Dans ce dernier cas, de petits groupes de 5 à 10 personnes discutent sur les sujets proposés avec l'aide d'un médiateur et, le cas échéant, d'un traducteur. Dans certains contextes, il pourrait s'avérer opportun d'organiser des sessions de collecte d'informations séparées pour les hommes et les femmes et de tenir une session commune pour présenter les résultats finaux.

Plusieurs approches et outils différents ont été développés au fil du temps pour collecter des données et des informations en vue d'une analyse de genre. Ci-dessous, voici des exemples d'os qui peuvent aider le travail d'analyse, sans prétendre à l'exhaustivité.

En particulier, il y a lieu de mentionner :

1. *Le Harvard Analytical Framework – cadre analytique de Harvard (cadre des rôles de genre) a été développé dans le but de démontrer l'efficience économique de l'allocation de ressources aux femmes, afin de favoriser leur inclusion dans les projets de développement et de les rendre plus efficaces ;*
2. *La matrice d'analyse de genre (GAM-Gender Analysis Matrix) vise à analyser les différents impacts, négatifs et positifs, qu'une intervention peut avoir sur les hommes et les femmes en fonction de différentes variables, telles que le travail, les ressources, le temps et les aspects socioculturels*

Ci-après, voici des exemples d'outils pratiques, développés par les différentes approches, qui peuvent être utiles pour réaliser une analyse de genre. Les résultats obtenus grâce aux différents outils peuvent être représentés visuellement à l'aide de graphiques à colonnes ou de graphiques sectoriels.

1. **Le Harvard Analytical Framework - cadre analytique de Harvard**, est un ensemble d'outils et comprend:
 - a. Outil sur le profil d'activité. Cet outil vise à identifier toutes les activités productives et domestiques et à répondre à la question : qui fait quoi ? L'outil peut être adapté à n'importe quel domaine d'intervention et peut avoir un niveau de détail variable, en fonction de la finalité.



Example:

Activité	Femmes	Filles	Hommes	Garçons
Activités productives Agriculture: - Activité 1 - Activité 2 - Activité 3				
Activités génératrices de revenus : - Activité 1 - Activité 2				
Activité de bureau : - Activité 1 - Activité 2				
Activités domestiques Collecte de l'eau - Activité 1 - Activité 2				
Préparation des repas - Activité 1 - Activité 2				
Garde des enfants - Activité 1 - Activité 2				
Nettoyage de la maison - Activité 1 - Activité 2				
Autre Réparations - Activité 1 - Activité 2				
Activités communautaires Sociales - Activité 1 - Activité 2				
Politiques - Activité 1 - Activité 2				
De développement - Activité 1 - Activité 2				
Autre				

ANNEXE 4. OUTILS POUR LA COLLECTE DE
DONNÉES POUR L'ANALYSE DE GENRE.



En fonction du contexte et des finalités, d'autres paramètres peuvent être ajoutés pour chaque activité, comme le temps (temps attribué à chaque activité, activité quotidienne ou saisonnière) et le lieu (à la maison, à l'intérieur ou à l'extérieur de la communauté, etc.).

b. **Outil sur le profil d'accès et de contrôle.** Cet outil permet de déterminer si les hommes et les femmes ont accès aux ressources, qui contrôle leur utilisation et qui contrôle les bénéfices de l'utilisation des ressources au niveau familial et de la communauté. Dans ce contexte, par accès on entend la possibilité d'utiliser une ressource, sans nécessairement en avoir le contrôle et le pouvoir de décision.

Example:

Ressources	Accès		Contrôle	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Sol				
Eau				
Equipement				
Crédit				
Autre				
Bénéfices				
Patrimoine				
Revenu				
Education				
Services de santé				
Autre				

c. **Horloge des activités quotidiennes.** Cet outil vise à analyser les rôles des femmes et des hommes au cours d'une période de 24 heures, afin d'analyser la répartition de la charge de travail quotidien.

Example:

Heure	Activité	
	Femmes	Hommes
05:00		
06:00		
07:00		
08:00		
09:00		
10:00		
11:00		
12:00		
13:00		
14:00		
15:00		
16:00		
17:00		
18:00		
19:00		
20:00		
21:00		
22:00		
23:00		
24:00		

d. **Calendrier saisonnier.** Le calendrier saisonnier est un outil qui donne une idée de la charge de travail des femmes et des hommes tout au long de l'année. De par sa nature, il permet de représenter la saisonnalité des travaux agricoles.

Example:

Activités	Qui	Jan.	Fév.	Mar.	Avr.	Mai	Juin	Jul.	Août.	Sept.	Oct.	Nov.	Dic.
Activité 1	Femmes												
	Hommes												
Activité 2	Femmes												
	Hommes												
Activité 3	Femmes												
	Men												

2. GAM-Matrice d'analyse de genre

Cet outil analyse l'intervention à quatre niveaux : les femmes, les hommes, les ménages et la communauté. Au niveau horizontal, la matrice analyse l'impact de l'intervention proposée dans quatre domaines : le travail (changements dans les tâches, niveau de compétences nécessaires, nombre de personnes impliquées) ; le temps (changements dans la quantité de temps nécessaire pour effectuer des tâches spécifiques) ; les ressources (changements dans l'accès aux ressources et niveau de contrôle) ; les facteurs socioculturels (changements dans les rôles des hommes et des femmes ou dans le statut social).

Lorsque la matrice est compilée, les membres de la communauté doivent discuter des résultats avec l'aide d'un médiateur, et en particulier des questions suivantes : les changements sont-ils souhaitables et conformes à l'objectif du projet ? Quels sont les effets du projet sur ceux qui n'y participent pas ? Y a-t-il eu des résultats inattendus ? (dans le cas où la matrice est compilée pendant ou après la mise en œuvre). Dans la matrice elle-même, les membres de la communauté peuvent ajouter le signe + (si l'effet est conforme à l'objectif du projet), le signe - (si l'effet n'est pas conforme à l'objectif du projet), le signe ? (en cas d'incertitude).

Intervention proposée	Niveau d'analyse	Travail	Temps	Ressources	Facteurs socioculturels
	Women				
	Men				
	Core family				
	Community				

EN COUVERTURE



Activités de la coopération italienne au Kenya
Photo de **Laura Savinelli**



Activités de la coopération italienne au Soudan

Photo de **Francesca Nardi**

ANNEXE 4. OUTILS POUR LA COLLECTE DE
DONNÉES POUR L'ANALYSE DE GENRE.



Activités de la coopération italienne au Sénégal
Photo du **MFFPE**



Activités de la coopération italienne au Mozambique.
Photo de **Miguel Almeida**

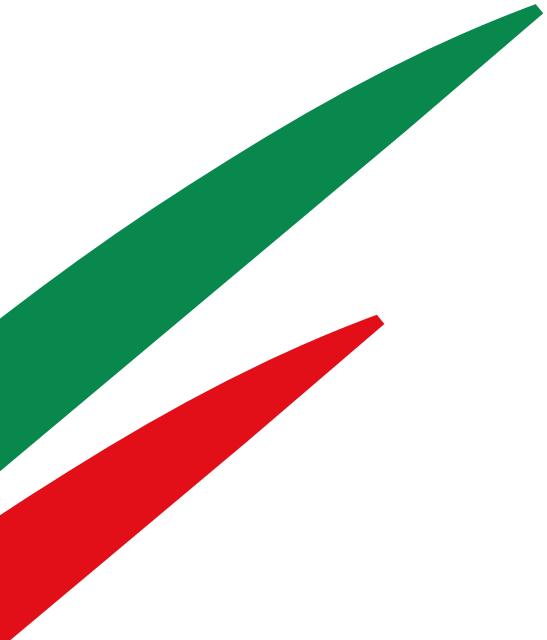


Activités de la coopération italienne au Burkina Faso
Photo de **AICS Ouagadougou**



Activités de la coopération italienne en Tunisie
Photo by **CEFA**

ANNEXE 4. OUTILS POUR LA COLLECTE DE
DONNÉES POUR L'ANALYSE DE GENRE.



www.aics.gov.it

FOLLOW US

-  [agenziaitalianacooperazione](#)
-  [@aics_it](#)
-  [@aics_cooperazione_it](#)